



MARS 2021

# Bilan du Pacte Solidarité Essonne 2016-2021 (3/3)



# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
RAPPEL DE LA DEMARCHE.....	3
METHODOLOGIE DU BILAN DU PACTE SOLIDARITE ESSONNE 2016-2021 .....	4
<b>APPRECIATION GENERALE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PACTE ET PERSPECTIVES POUR LA POLITIQUE D'INSERTION.....</b>	<b>5</b>
LE PACTE SOLIDARITE, UN OUTIL PENSE DANS UNE LOGIQUE D'ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS.....	5
UNE OFFRE D'INSERTION ETOFFEE DONT L'APPROPRIATION ET LA MOBILISATION PEUVENT NEANMOINS S'AVERER COMPLEXES .....	9
UNE GOUVERNANCE ET PILOTAGE A DAVANTAGE STRUCTURER ET ADAPTER AUX PERSPECTIVES OUVERTES PAR LA STRATEGIE PAUVRETE .....	10
<b>LES ENJEUX POUR LE PROCHAIN PDI/PTI .....</b>	<b>12</b>
DES THEMATIQUES PARTICULIEREMENT PREGNANTES SUR LE DEPARTEMENT IDENTIFIEES PAR L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES .....	12
<b>LE BILAN DES ACTIONS DU PACTE SOLIDARITE ESSONNE .....</b>	<b>14</b>
LE BILAN DES ACTIONS : EN SYNTHESE .....	15
AVANT LE RSA .....	18
ENTREE DANS LE RSA.....	26
PENDANT LE RSA .....	37
APRES LE RSA .....	61

# Introduction

## Rappel de la démarche

En sa qualité de **chef de file de la politique d'insertion**, le Département de l'Essonne souhaite déployer une **offre d'insertion adaptée aux besoins** des bénéficiaires dans leur diversité, **coordonnée avec celle de ses partenaires** et **favorisant les sorties du RSA vers l'emploi** ou a minima la **levée des freins à l'emploi** ainsi que le **développement des compétences**.

Pour atteindre ces objectifs, le Département a retenu le cabinet Eneis by KPMG pour conduire une étude permettant à la fois de dresser le **bilan quantitatif et qualitatif du Pacte Solidarité Essonne** (objet du présent rapport), et d'en préparer le renouvellement.

De façon plus spécifique, l'étude est structurée autour de **cinq axes** de travail portant les objectifs suivants. Lancée en janvier 2020, cette étude sera menée **tout au long de l'année 2020**, selon l'échéancier suivant (susceptible d'ajustements suite à la crise sanitaire du coronavirus) :

Axe	Objectifs	Echéances
1. Etude en 2 parties sur les populations liées au RSA en Essonne	Analyser les besoins des bRSA, selon une approche territorialisée, afin d'en déterminer les caractéristiques propres	De janvier à septembre 2020
2. Bilan qualitatif et quantitatif du PDI/PTI en cours et analyse du partenariat	Dresser le bilan qualitatif et quantitatif du PDI/PTI, notamment au regard de l'évaluation de l'offre d'insertion et de la qualité des partenariats en réponse aux besoins des bénéficiaires	De février à mai 2020
3. Benchmark avec des départements similaires et/ou innovants	Repérer les bonnes pratiques développées au sein d'autres Départements, notamment en matière de pratiques d'observation et d'évaluation de l'offre d'insertion	Juin-juillet 2020
4. Identification des pistes d'amélioration pour le prochain PDI/PTI	Identifier des pistes d'amélioration pour le prochain PDI/PTI	Octobre-novembre 2020
5. Mise en place d'un dispositif de suivi performant, pérenne et intégré au système d'observation du Département	Permettre un suivi pérenne de la population concernée par le RSA et des actions d'insertion, au regard de leur efficacité en matière de levée des freins ou de retour à l'emploi, à travers la construction d'outils conformes aux spécificités du Département de l'Essonne (Data91)	De juillet à décembre 2020

## Méthodologie du bilan du Pacte Solidarité Essonne 2016-2021

---

Le Pacte Solidarité Essonne arrivant à son terme, le Département a souhaité réaliser un **bilan approfondi** de ce document dans la perspective de son renouvellement en 2021. Pour ce faire, la méthodologie d'évaluation a reposé sur **trois types d'analyses** :

- **Une analyse qualitative et quantitative de la documentation existante** : documents de suivi du Pacte et bilans intermédiaires annuels, rapports d'activités et documents transmis par les acteurs rencontrés, rapport de la Chambre régionale des comptes d'Île-de-France de 2019 portant sur les dépenses sociales du Département sur les exercices 2013 et suivants ;
- **Des entretiens individuels** avec la Directrice du Développement Social, la Directrice générale adjointe aux solidarités et la 2<sup>ème</sup> Vice-présidente déléguée à l'insertion, à la cohésion sociale, à la politique de la ville et au logement du Département ;
- **La consultation des principaux partenaires du Département en matière d'insertion** : DIRECCTE, DDCS, Pôle Emploi, CAF, Région Île-de-France, CCAS de Sainte-Geneviève-des-Bois, Association départementale des Missions Locales, les Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), les associations Act'Essonne, Fleurs de Cocagne, Horizons et Transdev Pôle IDF Sud.

En complément des éléments préexistants, ce bilan permet de **consolider et synthétiser une matière dense et éparse, d'apporter un jugement qualitatif transversal** sur la nature des actions programmées, la qualité des partenariats et l'adéquation offre/besoins.

Le présent rapport intègre en ce sens :

- Une appréciation générale de la mise en œuvre du Pacte Solidarité Essonne 2016-2021 et des perspectives pour le prochain PDI/PTI ;
- Un bilan approfondi action par action de la mise en œuvre du Pacte Solidarité Essonne 2016 – 2020 et de ses effets.

## Appréciation générale de la mise en œuvre du Pacte et perspectives pour la politique d'insertion

### Le Pacte Solidarité, un outil pensé dans une logique d'accompagnement de parcours

#### Une attention particulière au développement d'une approche de « parcours » d'insertion

##### ► Une organisation du Pacte Solidarité qui rend compte de cette logique de parcours

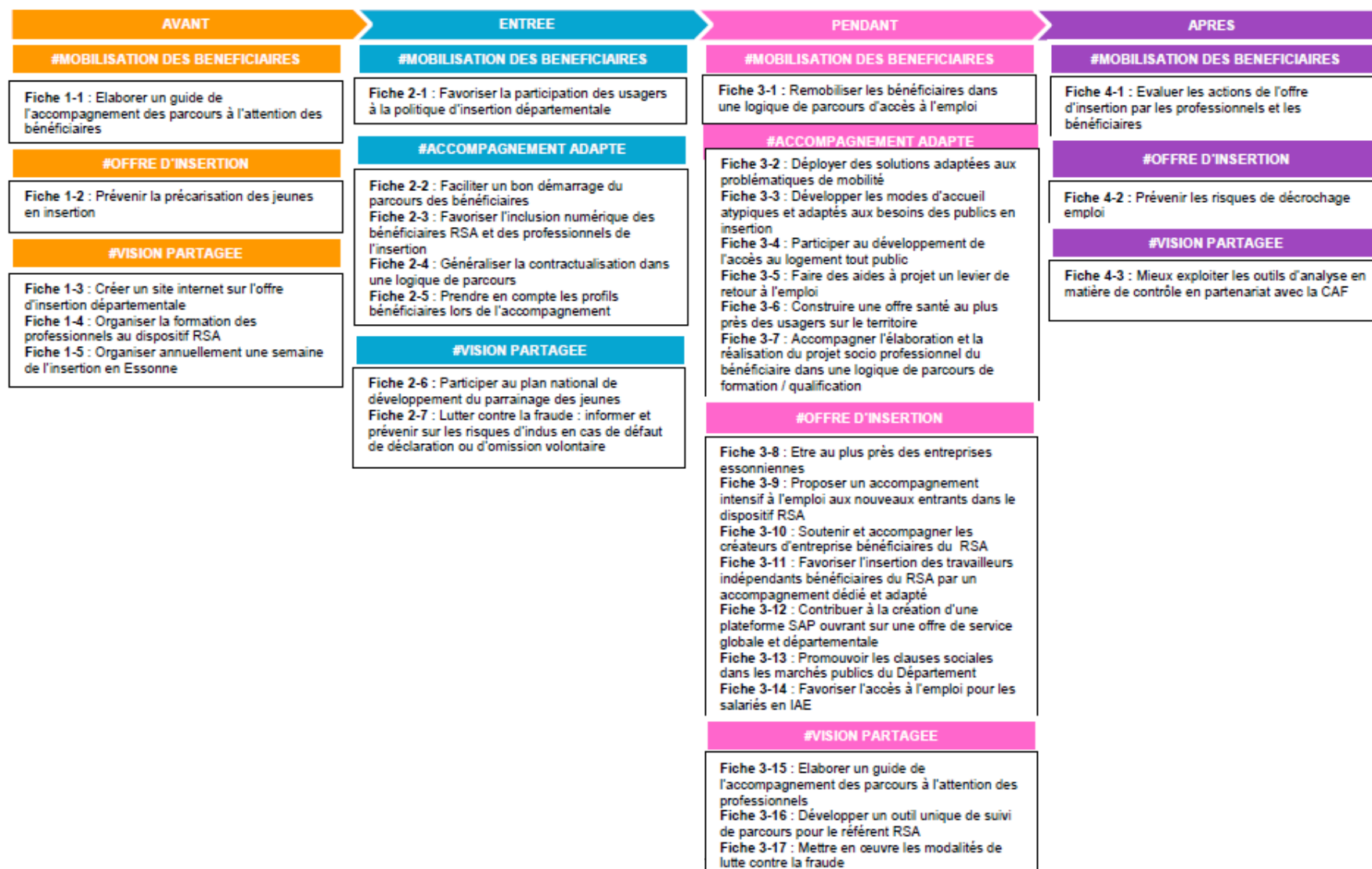
Les actions du Pacte Solidarité Essonne se présentent sous la forme d'une matrice composée en colonne des principales étapes du parcours du bénéficiaire (avant / pendant / après) et en ligne des 4 axes stratégiques de développement de la politique d'insertion :

	Avant l'entrée	Lors de l'entrée	Pendant le RSA	Après le RSA
Une vision partagée				
Un accompagnement adapté				
Une offre d'insertion proche de l'entreprise				
Une mobilisation des bénéficiaires				

Cette structuration du document devait permettre d'inscrire dans la forme même du plan d'action l'enjeu de **prise en compte des besoins des bénéficiaires dans une logique de parcours**. Les principes de la politique d'insertion devant permettre un accompagnement adapté à chaque étape de ce parcours :

- La « vision partagée » a pour ambition de faciliter la coordination des acteurs de l'insertion pour un accès aux droits efficient ;
- « L'accompagnement adapté » doit garantir une sortie rapide du dispositif vers l'emploi ;
- « L'offre d'insertion » doit permettre de répondre aux besoins des bénéficiaires et à la levée de ses freins à l'emploi et le rapprocher du monde de l'entreprise ;
- « La mobilisation des bénéficiaires » doit permettre de les placer au cœur du dispositif d'insertion.

Pour mémoire, la matrice d'actions du Pacte Solidarité se présentait de la manière suivante :



► **Une approche qui a permis d'investir le temps clé de l'entrée dans le dispositif pour un retour / accès rapide à l'emploi**

Les actions portant sur le temps d'entrée dans le dispositif ont fait l'objet d'un investissement important de la part du Département et de ses partenaires. La plupart des actions de cette partie ont bien avancé dans leur mise en œuvre. Ces réalisations relèvent selon, du volontarisme du Département (actions 2.3 et 2.5) ou de la qualité des partenariats noués par le Département (actions 2.6 et 2.7).

Plus largement soulignons, au-delà de la réalisation effective de ces actions, que le Département et ses partenaires ont porté une attention particulière en matière d'orientation des bénéficiaires RSA, notamment de manière à favoriser les orientations « emploi » des publics proches d'accéder à l'emploi et/ou d'y retourner. La création d'une plateforme d'orientation des bénéficiaires du RSA a notamment été l'occasion de :

- **Favoriser une orientation rapide des bénéficiaires** : en 2019, 79,4% des nouveaux entrants étaient ainsi orientés en moins d'un mois, une rapidité facilitée par le développement de la télé-procédure ;
- **Faciliter et fluidifier le travail de contractualisation** (dont le taux est passé de 71% en 2015 à 78% en 2019) – notamment par l'ouverture d'un accès aux agendas des travailleurs sociaux pour les bénéficiaires, afin de faciliter la prise de rendez-vous.

Le Département a ainsi été en mesure d'assurer une gestion efficace des flux de nouveaux entrants dans le RSA, via une orientation rapide et un travail de révision de ses *process* pour favoriser l'engagement rapide de l'accompagnement.

Relevons cependant que les actions dédiées à la participation des usagers à la politique d'insertion (action 2.1) et à la participation au plan national de développement du parrainage des jeunes (action 2.6) n'ont pas été mises en œuvre comme attendu initialement. Pour l'action 2.1, le groupe ressources d'allocataires est constitué ce qui peut être mis au crédit du Département en tant que réalisation importante ; cependant ce groupe manque de dynamisme. Pour l'action 2.6, le Département dispose d'un réseau de parrains et de marraines, cependant ce réseau n'a pas été significativement développé sur la période.

► **Une logique de parcours qui permet d'accompagner les bénéficiaires au-delà de l'accès à l'emploi**

A l'exception de l'action relative à l'évaluation de l'offre d'insertion (action 4.1), les actions concernant « l'après RSA » ont bien été mises en œuvre. L'absence de mise en œuvre de l'action 4.1 affecte la capacité de pilotage de la politique départementale d'insertion : cette fiche-action prévoyait en effet le déploiement d'une évaluation des actions du Pacte par les professionnels et les bénéficiaires.

En revanche, la mise en œuvre de l'action relative à la prévention des risques de décrochage dans l'emploi (le « pack sortie ») participe à la meilleure réinsertion des bénéficiaires alternant entrées et sorties régulières dans le RSA (ce que soulignait le suivi de cohorte réalisé en 2015).



L'accompagnement dans « l'après RSA » constitue une approche innovante et relativement distinctive du Département de l'Essonne. Elle traduit véritablement l'approche de parcours dans la politique locale d'insertion en venant prévenir les ruptures post-entrée / retour sur le marché de l'emploi. L'accompagnement dans « l'après RSA » est à ce titre une dimension du Pacte saluée par les partenaires, qu'il conviendrait de développer.

► **Un volet prévention ayant fait l'objet de moins d'interventions bien que les actions concernées aient globalement été mises en œuvre**

De manière générale, les actions concernant ce qui précède l'entrée au RSA ont globalement été mises en œuvre : réforme du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ), élaboration d'un guide de l'accompagnement des parcours à l'attention des bénéficiaires (action 1.1), création d'une page internet sur l'offre d'insertion départementale, organisation d'une semaine annuelle de l'insertion.

S'il est intéressant de souligner l'intérêt porté par le Pacte au volet Prévention, les actions concernées demeurent, au moins en partie, ciblées sur les allocataires du RSA. De ce fait, elles ne relèvent pas toutes à proprement parler d'une approche visant à prévenir l'entrée au RSA. A titre d'exemple, l'organisation de forums Emploi, puis à partir de 2019 d'un mois de l'insertion permettant de mettre en relation les demandeurs d'emploi et des employeurs, a constitué une action phare de cet axe. L'organisation de rencontres en 2019 sur les différents TAD a permis la mobilisation de 260 partenaires pour un total de 2800 visiteurs. Si cette action est intéressante et son organisation louée par les partenaires, notons qu'elle n'est pas exclusivement dédiée à la prévention de l'entrée au RSA, et que l'accompagnement des bRSA pour se saisir de cette offre constitue de fait un enjeu important.

Par ailleurs, les difficultés de mobilisation de l'offre d'insertion, notamment par les travailleurs sociaux, font écho à l'absence d'une page dédiée aux professionnels sur le site interne du Département.

► **Une offre importante à destination des personnes pendant qu'elles bénéficient du RSA**

Le bilan est également bon pour les actions dédiées aux personnes pendant qu'elles bénéficient du RSA. Ce constat se vérifie globalement pour les 4 axes stratégiques du Pacte. On peut toutefois noter que le bilan est mitigé pour l'action dédiée à la construction d'une offre de santé au plus près des usagers (action 3.6) qui n'a été réalisée que très partiellement.

Dans une moindre mesure, l'action dédiée à l'accès à l'emploi pour les salariés en IAE et en contrat aidé (action 3.14) n'a été que partiellement mise en œuvre. Toutefois, le Département de l'Essonne apparaît à l'échelle régionale comme l'un de ceux contribuant le plus financièrement au soutien à l'Insertion par l'Activité Economique.

Celle dédiée au développement d'un outil unique de suivi de parcours pour le référent RSA (action 3.16) s'est trouvée également contrariée par les limitations d'accès au logiciel SOLIS (non habilitation à l'utilisation du logiciel SOLIS des partenaires extérieurs) et la difficulté à



évaluer sur cette base, la mobilisation de l'offre d'insertion et plus largement, des interventions de l'action sociale départementale.

La capacité du Département à avoir mené plusieurs actions à leur terme peut également être soulignée. C'est ainsi le cas de l'action dédiée au déploiement de solutions adaptées aux problématiques de mobilité : la mise en œuvre est complète en dépit d'enjeux persistants en la matière (action 3.2). C'est aussi le cas de l'action dédiée aux partenariats avec les entreprises qui a notamment pu se matérialiser avec Act'Essonne (action 3.8). On peut enfin souligner l'action dédiée à l'élaboration d'un guide de l'accompagnement des parcours à l'attention des professionnels (actions 1.4, 2.5 et 3.15) qui a aussi été menée à terme.

## **Une offre d'insertion étoffée dont l'appropriation et la mobilisation peuvent néanmoins s'avérer complexes**

### **Une structuration valorisant la logique de parcours, mais ne favorisant pas la lisibilité et l'appropriation du Pacte**

La structuration du Pacte est originale et intéressante mais n'est pas toujours opérationnelle du fait de la porosité entre les différentes catégories de la matrice. Cette présentation conduit parfois à un manque de lisibilité et à la redondance entre certaines actions du fait de leur transversalité dans le parcours des bénéficiaires. Pour exemple, la thématique de la lutte contre la fraude et des contrôles se retrouve au sein de 3 fiches actions sans qu'il soit aisé de les distinguer. Cette présentation rend finalement difficile l'appropriation du document.

En outre, la densité du Pacte, si elle témoigne d'un fort investissement partenarial en faveur de l'insertion, peut renforcer cette difficulté d'appropriation. On dénombre ainsi une trentaine d'actions au total (32). Certaines de ces actions pourraient être regroupées de manière à faciliter leur repérage et leur appropriation pour les partenaires et les agents. Enfin, certaines formulations, à l'instar de l'action 2.5 « Prendre en compte les profils bénéficiaires lors de l'accompagnement », peuvent être trop évasives et/ou rendre insuffisamment compte des objectifs et du contenu effectif de l'action.

### **Un enjeu d'appui à l'appropriation du Pacte par les professionnels en charge de l'accompagnement**

Les enjeux d'appropriation du document concernent notamment les professionnels en charge de l'accompagnement des bénéficiaires. La complexité du Pacte (cf. supra) peut alors constituer un frein à la bonne connaissance de ce qu'il permet en termes de déploiement d'actions et de mobilisation d'offre. A titre d'exemple, au siège, les directions départementales en charge du pilotage du Pacte (Direction Insertion Emploi et Direction du Développement Social), constatent une sous-mobilisation de certains dispositifs, comme le « pack sortie » pourtant salué comme un dispositif phare de l'action d'insertion sur le Département, ou les consultations infirmières de prévention de l'Essonne (CIPE) alors qu'elles répondent à un besoin clairement identifié.

Une meilleure diffusion et communication sur le Pacte et les dispositifs qu'il ouvre pourra permettre un effet levier en matière de prescription et donc un accompagnement répondant davantage aux besoins des personnes. Des interventions ont été engagées en ce sens sur l'année 2018 avec une présentation au sein de chaque TAD ouvertes aux partenaires et aux travailleurs sociaux, du Pacte et de son contenu. Il s'agira de poursuivre cette dynamique en mettant en évidence lors de ces temps, l'intérêt du Pacte pour le travail social polyvalent des professionnels et l'articulation avec leurs autres interventions (ex : accompagnement social, aide sociale à l'enfance, protection maternelle et infantile, etc.).

## Une gouvernance et pilotage à davantage structurer et adapter aux perspectives ouvertes par la Stratégie Pauvreté

### Un travail en faveur du développement d'une logique évaluative à poursuivre

Le Pacte a fait l'objet d'un travail devant faciliter son évaluabilité. Chacune des 32 actions du Pacte compte ainsi des indicateurs de suivi. Néanmoins, les indicateurs retenus sont parfois décorrélés des objectifs affichés. Cela rend complexe un éventuel suivi opérationnel et efficace des actions. Il a semblé difficile de réorienter les actions, au cours de la mise en œuvre du Pacte, pour se rapprocher de l'objectif initial.

Comme cela est pointé dans le rapport de la Chambre Régionale des Comptes, les objectifs ne sont pas toujours assortis de cibles quantitatives. A titre d'exemple, le Département ne s'est pas donné de cible en termes de nombre de travailleurs sociaux à former dans le cadre de l'action 1.4. A l'avenir, il conviendra de distinguer des indicateurs de réalisation propres à chaque fiche-action avec des cibles de résultats quantitatifs ou qualitatifs à atteindre, et des indicateurs d'évaluation plus globaux permettant de mesurer l'efficacité de la politique d'insertion.

Par ailleurs, bien que l'initiative de territorialiser certaines actions du Pacte Solidarité Essonne soit louable, cette territorialisation n'a pas fait l'objet d'un suivi et ne s'est donc pas avérée opérationnelle.

Quand ils sont précisés, les publics cibles font parfois l'objet d'une confusion, notamment entre professionnels et bénéficiaires. Les éléments produits dans le cadre des actions (supports de communication, guides, etc.) ne peuvent s'adresser indifféremment aux professionnels et aux bénéficiaires. A l'avenir, dans un souci de lisibilité, il conviendra de distinguer les publics cibles et les actions qui les concernent.

Cependant, le travail de suivi précis des indicateurs d'évaluation pour l'ensemble des fiches-action reste un progrès important en matière de bilan de la politique d'insertion. Le tableau de suivi, bien que parfois incomplet, constitue un exercice qui n'est pas réalisé par la plupart des Départements. La double entrée, synthétique et par fiche-action, permet une lecture rapide des principaux éléments de bilan relatifs aux actions portées dans le cadre du Pacte Solidarité Essonne.

## **Un nécessaire renforcement des outils d'observation des besoins au service du pilotage de la politique d'insertion**

Comme évoqué précédemment, l'offre d'insertion est parfois insuffisamment connue par les professionnels. Cette relative méconnaissance peut être renforcée par l'absence d'outils adaptés et l'inadaptation de certains logiciels qui ne facilitent pas le repérage des dispositifs existants et le suivi de leur mobilisation. Aujourd'hui il n'est pas possible pour un responsable de TAD ou pour un travailleur social de connaître précisément le nombre ou la part d'un dispositif précis qui aurait été mobilisés sur son territoire d'intervention ou dans son portefeuille de bénéficiaires. Cela ne permet pas de faire ressortir et d'objectiver l'ampleur de certains besoins ou une éventuelle sous-mobilisation de l'offre.

On relève par ailleurs, une absence de possibilité de suivi des publics orientés par le Département auprès d'opérateurs d'actions d'insertion ou de SIAE. Il n'est pas possible pour les responsables de TAD ou agents de disposer d'éléments – au-delà des indicateurs généraux pour l'IAE – sur les évolutions de parcours des bénéficiaires orientés (accès à l'emploi ou la formation, suivi effectif de l'action, effets de l'action sur la levée des freins à l'emploi, etc.). Il arrive ainsi que les agents doivent procéder à des relances téléphoniques individuelles auprès des opérateurs pour pouvoir consolider certaines données de suivi.

## **Des relations partenariales de qualité, mais un enjeu d'adaption de la gouvernance de la politique d'insertion**

La gouvernance partenariale de la Politique d'Insertion s'incarne dans l'existence de plusieurs instances : instances de pilotage du Pacte, CDIAE, SPED, instances de pilotage du FAPI, etc. En outre la qualité des partenariats et la facilité à impulser des dynamiques collaboratives ont été soulignées par les différents partenaires. Il a néanmoins été rappelé que cette dynamique collaborative s'appuie parfois fortement sur de bonnes relations interpersonnelles et pouvait nécessiter une formalisation à même de garantir la pérennisation de ces dynamiques.

En perspective, il conviendra en outre d'adapter la gouvernance aux évolutions de conduite de la politique d'insertion à l'échelle nationale, notamment :

- Le déploiement de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté – il s'agira ici notamment de parvenir à articuler les enjeux de pilotage partenarial de la Stratégie Pauvreté avec les instances existantes de manière à éviter les doublons et à favoriser la coordination des dispositifs (ex : FAPI, SPI, etc.) ;
- La restructuration des services de l'Etat et le rapprochement DDSCS / DIRRECTE, prévue pour le début d'année 2021.

En outre, la rénovation des Contrats de Ville a pu, sur certains EPCI, mettre en lumière l'enjeu de renouer des relations partenariales renforcées à l'échelle des intercommunalités de manière à soutenir l'articulation Politique de la Ville / Insertion. A titre d'exemple, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud, qui concentre d'importants enjeux en matière d'insertion et une part conséquente des bénéficiaires du RSA du Département, a fixé comme axe stratégique de son Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproque annexé au Contrat de Ville, le soutien à l'employabilité des personnes les plus éloignées de l'emploi. Au-delà de cet exemple, la rénovation des différents Contrats de Ville sur le Département, comme le

déploiement de la Stratégie Pauvreté, ouvre des perspectives de redynamisation des interventions partenariales en faveur de l'insertion des habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

## Les enjeux pour le prochain PDI/PTI

### Des thématiques particulièrement prégnantes sur le département identifiées par l'ensemble des partenaires

Si les enjeux en matière d'insertion sont par nature complexes et à l'articulation de différentes problématiques, plusieurs enjeux particulièrement importants sur le Département sont identifiés par les acteurs du territoire :

- Les enjeux d'accès au logement : Le niveau de tension sur le marché immobilier en région parisienne s'avère peser particulièrement pour les personnes en insertion. Les niveaux de revenus de ces dernières ou les difficultés sociales qu'elles peuvent connaître (ex : difficultés à mobiliser un garant, faible maîtrise des démarches administratives induites par la recherche d'un logement, etc.) viennent rendre d'autant plus difficile leur accès au logement. Ces enjeux d'accès au logement peuvent dès lors constituer d'importants freins à l'accès à l'emploi ou la formation : difficultés à assurer une recherche d'emploi dans une situation de mal-logement, impossibilité de trouver une situation de logement à proximité d'une formation ou d'un emploi potentiel, etc.
- La mobilité : La mobilité représente également un enjeu important des politiques d'insertion, avec différentes composantes (freins financiers à l'achat ou l'entretien d'un véhicule ou au passage du permis, freins psychologiques, etc.). A cela s'ajoute sur le Département, des enjeux de desserte de certaines zones d'emploi en transports en commun, a fortiori sur des horaires atypiques (plus courant sur les postes occupés par des personnes en insertion). Certains secteurs peuvent concentrer des difficultés en matière de mobilité : desserte en transports en commun moins dense dans le Sud du Département, difficultés d'accès à la mobilité dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (ex : freins financiers à l'acquisition et l'entretien d'un véhicule / forfait de transports en communs).
- La santé : Les problématiques de santé sont souvent évoquées par les bénéficiaires comme constituant un frein important à leur accès à l'emploi. L'ensemble de ces problématiques de santé ne peuvent être réduites aux seules situations de handicap donnant accès à l'AAH. Néanmoins les acteurs publics, notamment en charge de l'accompagnement, manquent d'outils leur permettant d'objectiver, de mesurer et d'apprécier les enjeux en matière de santé hors du cadre de reconnaissance de droits ouverts par la MDPH. Si certaines interventions existent en faveur du bien-être ou de

l'accompagnement des troubles psychologiques, cette question reste particulièrement prépondérante en matière d'insertion.

Ces enjeux apparaissent comme particulièrement saillants sur le territoire, il s'agira dans ce cadre d'y apporter une attention spécifique, sans que cela ne se fasse au détriment des autres enjeux observés : problématiques de garde d'enfants, inclusion numérique, maîtrise de la langue française, etc. Notons par ailleurs que ces trois enjeux ne sont pas des problèmes émergents. Ils faisaient déjà dans le cadre du Pacte 2016-2021 l'objet d'actions dédiées – la mobilité, comme cela a été dit, a par exemple fait l'objet de nombreuses interventions. Il s'agira de poursuivre cette dynamique.

### ► Anticiper les effets de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19 en matière d'insertion

Les publics en insertion sont, par définition, plus sensibles aux effets négatifs des crises économiques et sociales. La crise sanitaire liée au Covid-19 et la période de confinement qu'elle a induite, risquent à ce titre de fragiliser encore davantage les publics du Pacte Solidarité Essonne. S'il est difficile à ce stade d'estimer dans quelle mesure, plusieurs phénomènes doivent d'ores-et-déjà alerter les acteurs publics et appeler à une vigilance particulière :

- La rupture des parcours d'accompagnement. A titre d'exemple, la DIRRECTE mesurait un taux de fermeture de 80% des SIAE sur le Département de l'Essonne pendant la période de confinement ;
- L'allongement des étapes de parcours d'accompagnement : absence d'orientation pendant la période de confinement (pas de réunions des plateformes collectives), absences de rendez-vous d'accompagnement, etc. sans que des reports sur les outils numériques ne soient toujours possibles (pas de solution internet suffisante, pas d'équipement et/ou défaut de maîtrise des outils numériques, que ce soit pour les allocataires ou pour les professionnels accompagnants) ;
- La précarisation de certains ménages dépendant pour partie d'activités professionnelles non déclarées et n'ayant pas, à ce titre, pu bénéficier des mesures compensatoires déployées par le gouvernement et les collectivités ;
- La rupture de parcours professionnels de certains ménages dont les revenus reposent sur la succession de contrats courts ou d'activités d'intérim, fortement impactés par la crise ;
- La fragilisation des situations déjà difficiles en amont de la crise : dégradation des conditions de mal-logement, dégradation de l'état de santé physique et mentale des personnes, violences conjugales, etc.






## Le bilan des actions du Pacte Solidarité Essonne

Cette partie constitue un bilan des actions du Pacte Solidarité Essonne. Ce bilan s'appuie pour cela sur les entretiens réalisés et les documents et données de bilan transmises par le Département et ses différents partenaires. Le bilan vise enfin à préfigurer les enjeux et perspectives de mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation pérenne de la politique d'insertion sur le Département (volet 5 de l'étude mentionné ci-dessus).

Pour chaque action du Pacte, une fiche récapitulative intègre les éléments suivants :

- Une **synthèse des objectifs et modalités de mise en œuvre** mentionnés dans le Pacte ;
- Les **critères d'évaluation** qui avaient été retenus à date d'élaboration du Pacte ;
- Des **éléments de bilan sur le niveau de réalisation** de l'action ;
- Un **jugement évaluatif** matérialisant l'ampleur de ce niveau de réalisation de cette dernière ;
- Les **perspectives** liées à l'ajustement ou à la poursuite de l'action et celles liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion.














Le niveau de réalisation des actions est synthétisé de la façon suivante :

-  *Objectif non atteint : l'action n'a jamais eu de développement concret.*
-  *Objectif non atteint : certains aspects de l'action ont été discutés mais il n'y a pas eu de mise en œuvre.*
-  *Objectif partiellement atteint : la mise en œuvre est en cours mais non opérationnelle.*
-  *Objectif partiellement atteint : la mise en œuvre est opérationnelle mais les objectifs chiffrés ne sont pas atteints.*
-  *Objectif atteint : la mise en œuvre est opérationnelle et les objectifs chiffrés ont été atteints.*






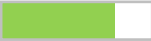















## Le bilan des actions : en synthèse

Le tableau ci-dessous résume le niveau de réalisation de l'ensemble des fiches-action du Pacte Solidarité Essonne 2016-2021 :

#	Action	Niveau de réalisation	
1-1	Elaboration d'un guide de l'accompagnement des parcours à l'attention des bénéficiaires		Le guide RSA « mes droits et devoirs » a été réalisé en 2016, en collaboration avec le groupe ressource
1-2	Prévenir la précarisation des jeunes en insertion		Un niveau de réalisation partiel avec une mobilisation des acteurs et une révision de la gouvernance du FDAJ.
1-3	Créer un site internet sur l'offre d'insertion départementale		Le niveau de réalisation de cette action est partiel car le site internet du Département ne comprend pas d'onglet dédié aux professionnels.
1-4	Organiser la formation des professionnels au dispositif RSA		Le Département s'est impliqué en matière de formation de ses agents au début de la mise en œuvre du PDI (2016/2017). L'investissement en la matière a ensuite été moins soutenu notamment pour des raisons d'organisation interne et suite au déploiement de la Stratégie Pauvreté.
1-5	Organiser annuellement une semaine de l'insertion en Essonne		Ce projet a bien été mis en œuvre dans le Département sans cependant correspondre à sa vocation initiale
2-1	Favoriser la participation des usagers à la politique d'insertion départementale		Le règlement intérieur a été adopté et le support de communication créé en ligne. Cependant, le profil de bénéficiaires mobilisés au sein du Groupe ressources n'a été que faiblement élargi
2-2	Faciliter un bon démarrage du parcours des bénéficiaires		Des actions portées de manière très hétérogènes selon les MDS
2-3	Favoriser l'inclusion numérique des bénéficiaires RSA et des professionnels de l'insertion		Une action ayant été réalisée chaque année depuis 2018
2-4	Généraliser la contractualisation dans une logique de parcours		Une action ayant été réalisée sans permettre d'atteindre un taux de contractualisation proche des 100%.
2-5	Prendre en compte les profils bénéficiaires lors de l'accompagnement		Une action ayant été mise en œuvre
2-6	Participer au plan national de développement du parrainage des jeunes		Les différents volets de cette action ont été réalisés mais le réseau de parrains / marraines n'est pas significativement plus développé
2-7	Lutter contre la fraude : informer et prévenir sur les risques d'indus en cas de défaut de déclaration ou d'omission volontaire		Une action ayant été mise en œuvre partiellement
3-1	Remobiliser les bénéficiaires dans une		Une action mise en œuvre et qui a permis de développer de nouveaux projets mais




	logique de parcours d'accès à l'emploi		un nombre de bénéficiaires et des taux de sortie en diminution entre 2015 et 2018
3-2	Déployer des solutions adaptées aux problématiques de mobilité		Un bon niveau de réalisation de l'action malgré des difficultés toujours prégnantes en matière de mobilité
3-3	Développer les modes d'accueil atypiques et adaptés aux besoins des publics en insertion		Des actions prévues à l'origine peu mise en place ou bien difficiles à évaluer du fait d'un manque de données, mais des nouveaux projets non prévus qui ont été déployés ou sont en cours de réflexion
3-4	Participer au développement de l'accès au logement tout public		Un bon niveau de réalisation de l'action mais des enjeux d'accès au logement toujours importants notamment pour l'accès à un logement pérenne
3-5	Faire des aides à projet un levier de retour à l'emploi		Une action mise en œuvre
3-6	Construire une offre santé au plus près des usagers sur le territoire		Action réalisée très partiellement (diminution des consultations CIPE, abandon des projets d'annuaire et de bus santé) malgré des besoins clairement identifiés
3-7	Accompagner l'élaboration et la réalisation du projet socio professionnel du bénéficiaire dans une logique de parcours de formation / qualification		Une action correspondant à des besoins identifiés par des partenaires qui pourra être davantage déployée dans la période à venir
3-8	Etre au plus près des entreprises essonniennes		Un bon niveau de réalisation de l'action, des partenariats qui seront à davantage formaliser à travers l'intervention de Act'Essonne ou bien du Département
3-9	Proposer un accompagnement intensif à l'emploi aux nouveaux entrants dans le dispositif RSA		Une action mise en œuvre
3-10	Soutenir et accompagner les créateurs d'entreprise bénéficiaires du RSA		Une action mise en œuvre mais des objectifs quantitatifs partiellement atteints.
3-11	Favoriser l'insertion des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA par un accompagnement dédié et adapté		Une action bien mise en œuvre malgré un retard de déploiement
3-12	Contribuer à la création d'une plateforme SAP ouvrant sur une offre de service globale et départementale		Une action mise en œuvre mais avec du retard et dans un format différent de celui initialement prévu
3-13	Promouvoir les clauses sociales dans les marchés publics du Département		Une action réalisée partiellement, avec des difficultés de suivi liées au manque de données
3-14	Favoriser l'accès à l'emploi pour les salariés en IAE et en contrat aidé		Une action partiellement mise en œuvre, à poursuivre
3-15	Elaborer un guide de l'accompagnement des		Une action mise en œuvre

	parcours à l'attention des professionnels		
3-16	Développer un outil unique de suivi de parcours pour le référent RSA		Une action mise en œuvre partiellement et tardivement
3-17	Mettre en œuvre les modalités de lutte contre la fraude		Une action encore partiellement réalisée
4-1	Evaluer les actions de l'offre d'insertion par les professionnels et les bénéficiaires		Une action qui n'a pas été réalisée
4-2	Prévenir les risques de décrochage emploi		Une action réalisée mais avec un nombre de bénéficiaires limité au vu du budget consacré
4-3	Mieux exploiter les outils d'analyse en matière de contrôle en partenariat avec la CAF		Une action ayant été en grande partie réalisée si ce n'est l'analyse du plan de contrôle de la CAF qui, a minima, n'a pas été valorisée dans l'outil de suivi du PDI/PTI

## Avant le RSA

### Mobilisation des bénéficiaires

#### ► Fiche 1-1 : Elaboration d'un guide de l'accompagnement des parcours à l'attention des bénéficiaires

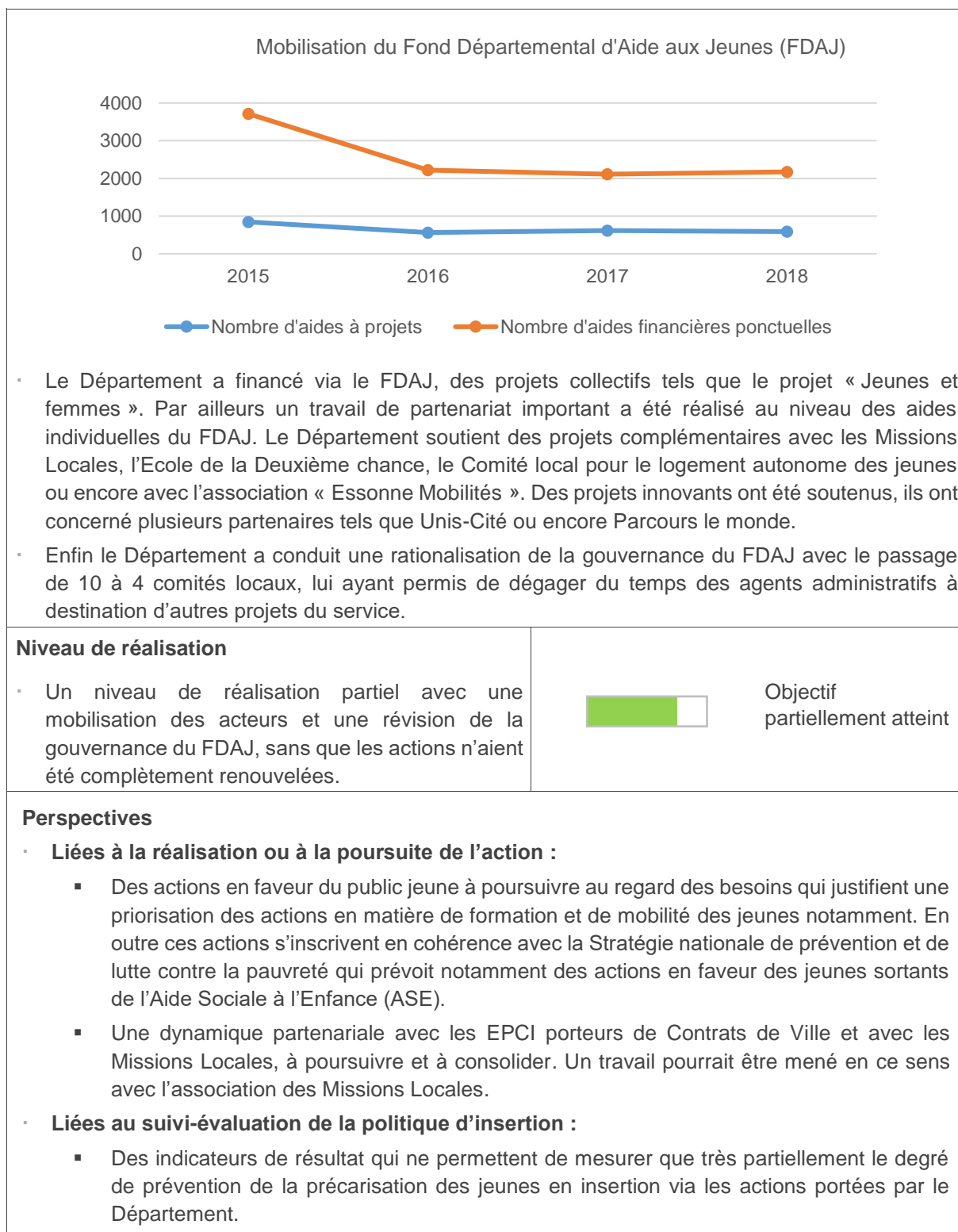
Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la lisibilité du dispositif RSA pour les bénéficiaires</li> <li>Faire comprendre les modalités de parcours d'accompagnement pour permettre une orientation adaptée</li> </ul>	<b>Modalité de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place un groupe de travail dédié à l'élaboration du guide</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : élaboration formelle du guide d'accompagnement</li> <li><b>Résultat</b> : meilleure compréhension du dispositif attestée par l'augmentation du taux de contractualisation - enquêtes annuelles auprès d'un échantillon de bénéficiaires et de professionnels</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une hausse du taux de contractualisation entre 2015 et 2019. Notons cependant que l'indicateur de résultat retenu lors de l'élaboration du Pacte n'est pas complètement adapté à l'objet de cette action. En effet, la hausse de la contractualisation peut, par exemple, résulter d'un dispositif d'orientation plus efficace, et non d'une meilleure compréhension du dispositif par les bénéficiaires et les professionnels.</li> <li>L'élaboration du guide s'est accompagnée d'un travail réalisé sur un onglet « je suis un particulier » dans la partie emploi / insertion du site internet du Département, favorisant une meilleure connaissance des parcours d'accompagnement par les bénéficiaires. Le travail d'élaboration du guide s'est notamment appuyé sur la mobilisation du Groupe ressource, permettant une rédaction répondant aux besoins d'information des bénéficiaires.</li> <li>En revanche, les enquêtes annuelles auprès d'un échantillon de bénéficiaires et de professionnels relatives à l'appropriation du parcours RSA n'ont pas été réalisées.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le guide RSA « mes droits et devoirs » a été réalisé en 2016, en collaboration avec le groupe ressource</li> </ul>	 Objectif atteint
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b></li> </ul>	

- Une action mise en œuvre qui ne doit pas être reproduite, bien que d'éventuels ajustements du guide puissent être envisagés pour l'actualiser, au regard notamment des évolutions en cours liés à la mise en œuvre de la Stratégie Pauvreté (ex : référent unique).
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Des enquêtes annuelles auprès d'un échantillon de bénéficiaires et de professionnels qu'il pourra s'agir de ré-envisager, en veillant à créer les conditions d'une mise en œuvre effective.

## Offre d'insertion


### ► Fiche 1-2 : Prévenir la précarisation des jeunes en insertion

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Permettre une meilleure insertion professionnelle des jeunes</li> <li>▪ Lever les freins à l'emploi des plus jeunes tels que ceux relatifs à la mobilité ou l'exclusion sociale</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mettre en place des groupes de travail avec les partenaires pour réviser le contenu des actions existantes et en créer de nouvelles</li> <li>▪ Actualiser et développer de nouveaux protocoles pour renforcer les actions à destination des jeunes</li> <li>▪ Mobiliser les Missions Locales et la programmation annuelle des Contrats de Ville</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : nombre de bénéficiaires participant à une des actions</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : taux de réussite aux examens (CACES, permis de conduite) – taux de réception par les associations caritatives et épiceries sociales</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un déploiement qui s'appuie notamment sur le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ). Créé en 2005, le FDAJ apporte un soutien à l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté âgés de 18 à 25 ans, il permet notamment la mise en place de secours temporaires permettant de faire face à des besoins urgents.</li> <li>▪ Le FDAJ couvre par ailleurs différents besoins : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aides financières ponctuelles ciblées sur la vie quotidienne</li> <li>▪ Aides aux projets notamment formation (autour de 55% du total des aides à projets entre 2015 et 2017), mobilité – passage du permis de conduire (entre 16% et 30% du total des aides à projets entre 2015 et 2017)</li> </ul> </li> <li>▪ Après une forte baisse en 2016, le nombre d'aides est stable depuis lors.</li> </ul>	




## Vision partagée

### ► Fiche 1-3 : Créer un site internet sur l'offre d'insertion départementale

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la connaissance de l'offre d'insertion des usagers</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser un prototype à l'échelle d'un territoire</li> <li>Réaliser un test au sein d'un premier territoire</li> <li>Mettre à jour régulièrement les données du site internet</li> <li>Mettre en place un « forum bénéficiaires » en s'appuyant sur le Groupe ressources</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : niveau de réalisation du site</li> <li><b>Résultat</b> : nombre de visites – nombre de commentaires laissés</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>La création d'un site internet ad hoc a été abandonnée au profit de fiches synthétiques par type de dispositifs et un renvoi aux référents de parcours. Cette évolution de l'action est jugée pertinente car elle permet un accès plus rapide aux informations via un site déjà identifié.</li> <li>Le site internet comprend un onglet dédié aux particuliers et un onglet dédié aux employeurs. Il manque un onglet dédié aux professionnels accompagnants (travailleurs sociaux) et aux partenaires (délégataires de l'accompagnement, prestataires de l'offre d'insertion) qui recenseraient l'ensemble de l'offre disponible. Cela constitue un aspect important au regard des enjeux de mobilisation de l'offre d'insertion.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le niveau de réalisation de cette action est partiel car le site internet du Département ne comprend pas d'onglet dédié aux professionnels.</li> </ul>	 Objectif partiellement atteint
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un projet à poursuivre pour le mener à son terme, en offrant notamment un espace aux professionnels accompagnants et aux partenaires, relativement à l'offre d'insertion mobilisable.</li> </ul> </li> <li><b>Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un enjeu de traçabilité des actions d'insertion mobilisées dans le cadre des parcours individuels.</li> </ul> </li> </ul>	

## ► Fiche 1-4 : Organiser la formation des professionnels au dispositif RSA

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Outiller les cadres et référents pour homogénéiser leurs pratiques en matière d'accompagnement</li> <li>Déployer sur l'ensemble du Département la méthode ADVP<sup>1</sup></li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Formaliser une procédure d'accueil des nouveaux professionnels sur le volet insertion</li> <li>Construire et déployer un parcours de formation / action pour les professionnels avec différents modules : bases de l'accompagnement, droits et devoirs, formation action ADVP</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : réalisation d'un cahier des charges de la formation, un livret d'accueil et planning de formation – nombre de formations mises en place – nombre d'actions collectives mises en place</li> <li><b>Résultat</b> : nombre de participants aux formations</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation du cahier des charges et finalisation d'un livret d'accueil en juin 2018, avant une communication interne (en lien avec la réalisation du guide collaboratif : voir action 3-15).</li> <li>En matière d'actions de formation : <ul style="list-style-type: none"> <li>80 agents formés en 2016, 105 agents en 2017. En 2018, bien qu'il n'y ait pas eu de formation, des fiches techniques simplifiées, à destination des professionnels des TAD, ont été rédigées (cf. infra).</li> <li>7 actions collectives ont été mises en place en 2017 et en 2019 en incluant la méthode ADVP. En 2017, ces actions ont concerné 156 participants. En 2019, le nombre de participants au global n'est pas connu mais 120 personnes ont participé à 3 des 7 actions.</li> <li>Le transfert du pilotage de la formation de la DRH à la DDS et la concomitance avec le déploiement de la Stratégie Pauvreté explique l'absence de formation constatée en 2019.</li> </ul> </li> <li>Enfin, des fiches techniques simplifiées ont été mises à disposition des professionnels des TAD. Ces fiches précisent notamment le contenu de la consultation avec l'infirmière de prévention, le contenu d'une action d'insertion dédiée à la remobilisation linguistique avec Horizons formations, le mode de fonctionnement des chéquiers insertion RSA CAP et CESU, les modalités de l'accompagnement à la vie quotidienne des bénéficiaires du RSA ou encore les modalités de valorisation du bénévolat de bénéficiaires du RSA.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le Département s'est impliqué en matière de formation de ses agents au début de la mise en œuvre du PDI (2016/2017).</li> </ul>	 Objectif partiellement atteint

<sup>1</sup> La méthode ADVP (Activation du Développement Vocationnel et Personnel) est un modèle québécois d'intervention en éducation aux choix de carrière.



- L'investissement en la matière a ensuite été moins soutenu notamment pour des raisons d'organisation interne et suite au déploiement de la Stratégie Pauvreté.

#### Perspectives

- **Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Une action à poursuivre dans le prochain PDI pour accompagner les travailleurs sociaux dans une meilleure appréhension de l'offre d'insertion, plus généralement des enjeux relatifs à l'insertion et des évolutions induites par le déploiement de la Stratégie Pauvreté
  - Les prochaines formations pourront s'inscrire dans le cadre de la Stratégie pauvreté qui prévoit « une rénovation du travail social pour mieux accompagner les parcours de vie ». Ces travaux pourront aussi s'articuler avec la mise en place du référent unique de parcours.
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - De nouveaux outils devront permettre aux agents de faire remonter leurs besoins en matière de formation. A ce titre, l'initiative de la DIE d'organiser des ateliers territoriaux internes au Département (à une date reportée à cause de la crise sanitaire liée au coronavirus), visant à présenter l'offre d'insertion aux travailleurs sociaux est une étape importante. Une telle action devrait permettre une meilleure mobilisation de l'offre d'insertion par ces derniers.

► **Fiche 1-5 : Organiser annuellement une semaine de l'insertion en Essonne**

Rappel du contenu de l'action				
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Favoriser l'interconnaissance des acteurs par un temps d'échange commun annuel</li><li>Décloisonner les secteurs du social et du développement économique</li><li>Renforcer la connaissance des usagers sur les dispositifs et acteurs présents dans leur bassin de vie</li></ul>		<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Harmoniser les modalités de mise en œuvre de cette semaine de l'insertion à l'échelle du département</li><li>S'appuyer sur les MDS pour créer des événements au plus proche des territoires</li><li>S'appuyer sur des comités de pilotage locaux avec les partenaires pour la mise en place de ces évènements</li></ul>		
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"><li><b>Réalisation</b> : nombre de forum / an / territoires</li><li><b>Résultat</b> : nombre de visiteurs – nombre de partenaires présents</li></ul>				
Bilan de la mise en œuvre et perspectives				
<b>Eléments de bilan</b>				
	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>Nombre de forums par an</b>	2 MDS Corbeil	2 TAD Sud-Ouest TAD Centre Essonne	5 (tous les TAD sauf le Sud-Est et le Nord)	7 (sur l'ensemble des TAD)
<b>Nombre de visiteurs</b>	285	339	1040 visiteurs	3593 visiteurs
<b>Nombre de partenaires présents</b>	95	23	TAD Est : N/C TAD Nord-Ouest : N/C: TAD Nord-Est : 61 TAD Sud-Ouest : 23 TAD Centre : 12	330 partenaires
<ul style="list-style-type: none"><li>Organisation de rencontres partenariales sur les années 2016 et 2017, dans une optique d'interconnaissance des acteurs de l'insertion.</li><li>A partir de 2017, les actions ont davantage été orientées vers des rencontres entre les employeurs et le grand public. Après avoir pris la forme de forums emploi au sein de la plupart des TAD en 2018, c'est un mois de l'insertion et de l'emploi qui a été mis en place avec des manifestations successives au sein de l'ensemble des TAD en amont et en aval des forums. Comme l'attestent les chiffres du tableau ci-dessus, il y a eu une montée en charge rapide du nombre de visiteurs et de partenaires associés à ces événements. Par ailleurs, ces forums se sont progressivement mis en place dans l'ensemble des TAD du département.</li><li>Sur l'ensemble de la durée de mise en œuvre du PDI, ces événements ont mobilisé un nombre important de partenaires institutionnels, d'employeurs et de particuliers. Ces événements ont été particulièrement appréciés des employeurs, en leur ayant permis de procéder à des recrutements. Les employeurs ont d'ailleurs transmis, suite à ces manifestations les données relatives aux</li></ul>				

recrutements permis dans ce cadre. Ces événements ont aussi permis aux territoires de monter en compétences en matière d'organisation d'événements de grande ampleur.

#### Niveau de réalisation

- Ce projet a bien été mis en œuvre dans le Département sans cependant correspondre à sa vocation initiale : alors qu'il était conçu comme un outil d'animation du réseau partenarial, le projet a été revu pour s'approcher davantage d'une rencontre dédiée au retour à l'emploi des personnes accompagnées par le Département et ses partenaires



Objectif partiellement atteint

#### Perspectives

- **Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Une action à poursuivre annuellement et à mettre en place dans l'ensemble des TAD (1 TAD manquant en 2019).
  - Interroger l'opportunité de réactiver l'animation du réseau partenarial dans le cadre de la mise en œuvre du Service Public de l'Insertion et de la démarche « référent de parcours ».
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Des indicateurs suffisamment complets dans le tableau de suivi pouvant être repris.

## Entrée dans le RSA

### Mobilisation des bénéficiaires

#### ► Fiche 2-1 : Favoriser la participation des usagers à la politique d'insertion départementale

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectif</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la participation des usagers en mobilisant davantage, en structurant et en élargissant le Groupe ressources</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Formaliser les modalités de fonctionnement du Groupe ressources par un règlement intérieur</li> <li>Diversifier le profil des participants du Groupe ressources (anciens, actuels, nouveaux bénéficiaires)</li> <li>Multiplier les informations collectives réalisées par le Groupe ressources dans l'optique d'une meilleure diffusion de l'information entre pairs</li> <li>Créer un support de communication à destination des bénéficiaires, en lien avec le Groupe ressources</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : mise en place effective du règlement – validation par l'Assemblée Départementale du règlement</li> <li><b>Résultat</b> : signature du règlement intérieur par les bénéficiaires membres du Groupe ressources</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>La formalisation effective du fonctionnement du Groupe ressources avec la validation d'un règlement intérieur par la DDS et la DIE en 2018. Ce règlement intérieur rappelle la composition, les objectifs, les missions, le fonctionnement, les droits et obligations et les modalités de dédommagement des membres du Groupe ressources, ainsi que les modalités d'application et de modification du règlement.</li> <li>Des ateliers de travail du Groupe ressources ont eu lieu en 2019 à des fins de vulgarisation de l'offre d'insertion.</li> <li>Une mobilisation de bénéficiaires au sein du Groupe ressources posant des difficultés notamment pour recruter des personnes provenant de l'ensemble du département. De façon générale, il a été considéré que le travail du Groupe ressources n'irriguait pas assez les pratiques des professionnels.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le règlement intérieur a été adopté et le support de communication créé en ligne. Cependant, le profil de bénéficiaires mobilisés au sein du Groupe ressources n'a été que faiblement élargi</li> </ul>	 Objectif partiellement atteint


### Perspectives

- **Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Une dynamique de participation des bénéficiaires à la politique d'insertion à entretenir et renforcer, le nombre de membres actifs du Groupe ressources ayant constamment diminué depuis 2017.
  - Une action à renforcer pour garantir l'implication des usagers dans la mise en œuvre de la politique d'insertion du Département. La sensibilisation des travailleurs sociaux au rôle du Groupe ressources pourrait être renforcée pour mobiliser des usagers issus de l'ensemble des TAD.
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Un bon suivi des actions du Groupe ressources. Des informations qui pourraient néanmoins être mobilisées pour sensibiliser les travailleurs sociaux du Département et les partenaires au rôle du Groupe ressources dans la définition de la politique d'insertion. Par ailleurs, les travailleurs sociaux pourraient davantage être sensibilisés à la plus-value du Groupe ressources, pour ses membres, en termes de réinsertion sociale et professionnelle.

## Accompagnement adapté


### ► Fiche 2-2 : Faciliter un bon démarrage du parcours des bénéficiaires

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer une meilleure connaissance de l'offre d'insertion pour les bénéficiaires et les professionnels</li> <li>Renforcer la coordination des acteurs pour une meilleure prise en charge des bénéficiaires</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de visites sur site, de portes ouvertes, d'immersions et de stages pour les professionnels et les bénéficiaires</li> <li>Mettre en place, en MDS, des rencontres multi-partenariales entre professionnels de l'insertion et acteurs économiques</li> <li>Définir un calendrier de visites des structures par les professionnels du Département</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : nombre de portes ouvertes – nombre de participants aux stages – nombre de structures participant à la mise en place de stages et portes ouvertes – nombre d'immersions – réalisation d'un guide ressource</li> <li><b>Résultat</b> : meilleure connaissance des structures par les bénéficiaires et les professionnels mesuré par le taux d'abandon de parcours – meilleur accompagnement attesté par l'augmentation du taux de contractualisation par des enquêtes annuelles auprès d'un échantillon de bénéficiaires et de professionnels</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bien que cela ne constitue pas l'objet de cette fiche-action, une réalisation emblématique en matière de démarrage des parcours d'insertion a porté sur la mise en œuvre d'une plateforme d'orientation, visant à garantir la pertinence de l'orientation et le démarrage rapide d'un accompagnement adapté. Elle repose sur l'accueil des usagers durant une demi-journée, lors d'une information collective suivie d'un entretien individuel pour l'orientation. Depuis 2018, la plateforme permet aux bénéficiaires d'accéder aux agendas des travailleurs sociaux et de fixer un rendez-vous au terme duquel un premier Contrat d'Engagements Réciproques (CER) est conclu.</li> <li>La plateforme d'orientation est montée en puissance en 2019 avec, au 31 décembre 2019, 6 761 convocations et 3 315 bénéficiaires du RSA reçus contre respectivement 2 685 et 1442 pour toute l'année 2018.</li> <li>Elle a produit une amélioration des délais d'orientation avec, au 1<sup>er</sup> novembre 2019, 79,4% des nouveaux entrants orientés en moins d'un mois. Il s'agit d'un délai conforme à l'objectif prévu par la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée avec l'Etat qui fixe cette part à 70% pour 2019.</li> <li>Une mobilisation globalement assez faible quant aux immersions / visites in situ / stages / réunions partenariales, qui n'ont pas eu lieu, sauf dans les MDS d'Arpajon, d'Athis-Mons et d'Etampes (en 2017). Un exercice potentiellement lourd et peu aisé à reproduire régulièrement.</li> </ul>	

<p><b>Niveau de réalisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des actions portées de manière hétérogènes selon les MDS.</li> <li>Par ailleurs l'action a reposé essentiellement sur l'installation des plateformes d'orientation qui n'étaient pas visées par cette fiche-action.</li> </ul>	<div data-bbox="874 349 1029 392">  </div> <p>Objectif partiellement atteint</p>
<p><b>Perspectives</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une plateforme d'orientation participant d'une orientation plus efficace des bénéficiaires à poursuivre.</li> <li>Un travail d'homogénéisation selon les MDS à réaliser pour que les actions soient portées plus uniformément dans le Département.</li> </ul> </li> <li><b>Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un bon suivi des indicateurs de cette fiche action à poursuivre. Néanmoins, comme pour l'action 1-1, les indicateurs de résultat peuvent être discutés. Le taux d'abandon de parcours et le taux de contractualisation peuvent évoluer pour des raisons autres que la connaissance par les bénéficiaires et les professionnels de l'offre d'insertion.</li> </ul> </li> </ul>	



► **Fiche 2-3 : Favoriser l'inclusion numérique des bénéficiaires RSA et des professionnels de l'insertion**

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer l'accessibilité au numérique dans le département</li> <li>Renforcer la maîtrise du numérique pour les professionnels et les bénéficiaires</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Recenser les besoins et l'offre en matière d'accès au numérique dans le département</li> <li>Multiplier, sur la base de ce recensement, les formations à l'utilisation des outils numériques</li> <li>Mobiliser largement les partenaires pour la création de ces formations et l'accès au matériel : écrivains publics pour le contenu, associations et entreprises pour le matériel usager, etc.</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : nombre de points d'accès développés sur le territoire – nombre de professionnels ayant participé à des formations</li> <li><b>Résultat</b> : nombre de professionnels formés, pouvant former des bénéficiaires et les accompagner dans le développement des outils numériques d'accompagnement</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Après un 1<sup>er</sup> appel à projets infructueux, c'est lors d'un 2<sup>ème</sup> appel à projets que l'association Horizons a été retenue pour un accompagnement des personnels administratifs et sociaux des MDS au numérique.</li> <li>Une action ayant trouvé son public : pérennisée dans le Département par la signature d'une convention pluriannuelle avec l'association Horizons. En complément de la sensibilisation des MDS faite par la DIE, l'association Horizons démarche elle-même les MDS pour les informer de la possibilité de mettre en place ces formations.</li> <li>En 2018, 231 personnes ont participé à ces formations dont 31 professionnels des TAD, 105 bénéficiaires du RSA et 95 non bénéficiaires du RSA. En 2019, 56 personnes ont participé à ces formations dont 6 professionnels des TAD, 41 bénéficiaires du RSA et 9 non bénéficiaires du RSA.</li> <li>L'association souhaiterait toucher des publics non suivis en MDS, ce qui n'est pas le cas actuellement, pour répondre aux besoins de personnes non repérées à ce jour par le Département.</li> <li>Cependant, un fort enjeu de mobilisation des publics avec un taux de perte important entre les personnes contactées et celles effectivement présentes aux ateliers.</li> <li>Il est difficile d'analyser les chiffres renseignés dans le tableau de suivi du fait d'un manque d'exploitabilité.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action ayant été réalisée chaque année depuis 2018</li> </ul>	 Objectif atteint

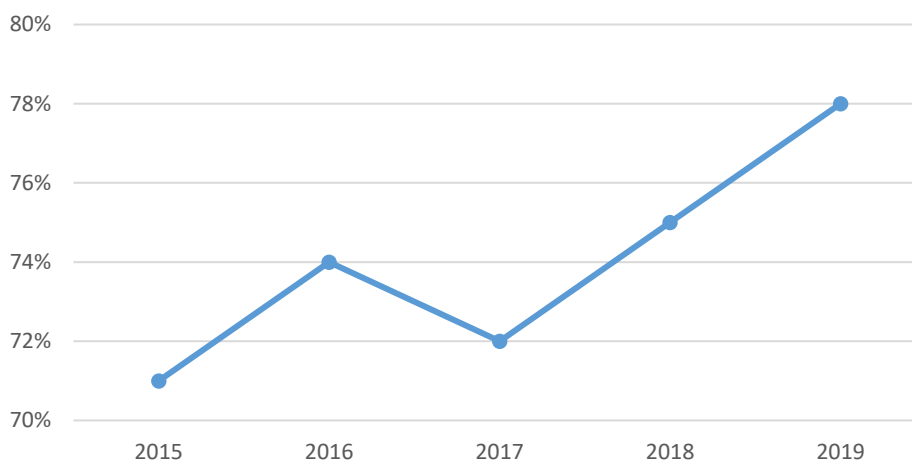
### Perspectives

- **Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Une action à poursuivre au vu de la nécessité continue de former professionnels et usagers au numérique. En effet, au vu du nombre important de professionnels formés, cela semble répondre à un besoin. On peut supposer que ce besoin est prégnant notamment du fait du turnover important du personnel dans le travail social.
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - La nécessité d'affiner le suivi pour distinguer, notamment, le nombre de participants professionnels et ceux bénéficiaires du RSA.

## ► Fiche 2-4 : Généraliser la contractualisation dans une logique de parcours

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Personnaliser davantage le contenu des contrats pour en faire des outils au service de l'accompagnement des bénéficiaires</li> <li>▪ Simplifier le contenu de ces contrats d'accompagnement</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Définir le contenu attendu des contrats</li> <li>▪ Mobiliser les contrats en tant qu'outils de suivi des actions d'insertion</li> <li>▪ Procéder à la dématérialisation des contrats</li> <li>▪ Automatiser la procédure de suspension en cas de non-respect des actions d'insertion par le bénéficiaire</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : amélioration du suivi des actions d'insertion</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : augmentation du taux de contractualisation des bénéficiaires du RSA</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Éléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Depuis 2017, un CER dématérialisé a été déployé sur l'ensemble du Département.</li> <li>▪ Un guide d'élaboration du CER a été édité dans le cadre d'une démarche continue d'amélioration de la pratique du travail social. Ce guide se compose d'un tutoriel technique de remplissage du CER et d'un tableau reprenant des exemples permettant de remplir la partie du CER dédié au projet d'insertion et aux actions à accomplir.</li> <li>▪ Une dématérialisation ayant permis une augmentation du taux de contractualisation (cf. infra) et une réduction des délais de contractualisation pour les nouveaux entrants.</li> </ul>	

Taux de contractualisation pour les personnes soumises aux droits et devoirs en orientation sociale



- Ce taux est nettement inférieur lorsque sont considérés l'ensemble des bénéficiaires du RSA et non seulement les personnes en orientation sociale (un peu plus de 57% en 2018, selon le rapport de la Cour Régionale des Comptes contre 75% en ne retenant que les allocataires orientés social).
- Une signature des CER qui intervient après le début de l'accompagnement, après un travail réalisé avec le bénéficiaire pour en préciser son contenu. En cas de non-respect des termes du contrat, cela a pour conséquence une suspension de ce contrat.

#### Niveau de réalisation

- Une action ayant été réalisée sans permettre d'atteindre un taux de contractualisation proche des 100%.




Objectif partiellement atteint

#### Perspectives

- **Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Une action qui pourra être reconduite pour généraliser le recours à la contractualisation.
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Un suivi du taux de contractualisation qui doit perdurer.
  - La nécessité d'une évaluation plus fine de la mise en œuvre des CER permettant de qualifier leur plus-value en matière d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires.
  - La nécessité d'instaurer un suivi des résultats des actions d'insertion sur les dynamiques de parcours individuels qui pourrait passer, par exemple, par un suivi de cohortes de bénéficiaires ou l'acquisition d'un outil de suivi de par parcours.

► **Fiche 2-5 : Prendre en compte les profils bénéficiaires lors de l'accompagnement**

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Adapter les modalités de l'accompagnement au profil de chaque bénéficiaire</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer des référentiels d'accompagnement selon le profil des bénéficiaires</li> <li>Revoir la pertinence d'une priorisation systématique de profils spécifiques (nouveaux entrants, moins de 35 ans, seniors...)</li> <li>Renforcer la formation des professionnels en matière d'orientation des bénéficiaires, notamment vers les parcours emploi</li> <li>Déterminer une valeur cible du nombre de bénéficiaires en file active par professionnel selon les modalités d'accompagnement retenues</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : mise en place d'action de formations spécifiques – travail sur les files actives</li> <li><b>Résultat</b> : amélioration du taux de sortie du RSA des publics prioritaires – augmentation du nombre de bénéficiaires accompagnés par modulation de l'intensité de l'accompagnement – amélioration du suivi des actions d'insertion</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un « Document Repères » de l'accompagnement socioprofessionnel a été édité en janvier 2019. Il détermine les modalités d'accompagnement afin qu'elles soient les plus adaptées aux situations et aux besoins des usagers.</li> <li>Un autre document, édité en 2018, expose les évolutions des métiers de l'insertion. Il décrit les changements pour le public en demande d'insertion et pour les professionnels, en termes d'outils et de procédures. Il précise qu'il est « essentiel de proposer et construire des parcours progressifs vers l'emploi, adaptés aux difficultés et au rythme de chacun ». Ce document rappelle la nature des publics en demande d'insertion, des éléments sur les référents uniques de parcours, sur la direction de l'insertion et de l'emploi, la direction du développement social et les structures délégataires. Le document apporte des informations complémentaires sur les dispositifs et aides à l'insertion ainsi que sur les partenaires en matière d'insertion. Ces travaux ont notamment permis de réaffirmer les critères d'orientation vers un accompagnement social ou socioprofessionnel en fonction des caractéristiques de l'individu.</li> <li>Une formation des conseillers d'insertion a eu lieu en 2019 sur 3 demi-journées.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action ayant été mise en œuvre</li> </ul>	 Objectif atteint
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action ayant été poursuivie jusqu'à son terme, dont les impacts doivent être évalués (résultats de chaque type d'accompagnement et adéquation offre/besoins).</li> </ul> </li> </ul>	

- La démultiplication des guides / documents repères à destination des professionnels peut être source de confusion. La mise à disposition d'un document unique de référence pourra être envisagée à l'avenir.
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Un suivi du taux de sortie des publics prioritaires qui pourra être adossé à une nouvelle action du futur PDI portant sur l'efficacité de l'accompagnement.
  - L'indicateur de résultat relatif à l'augmentation du nombre de bénéficiaires accompagnés par modulation de l'intensité de l'accompagnement nécessiterait d'être clarifié ou abandonné. La lecture de la fiche action ne permet pas de rendre compte de l'objectif associé à cette modalité de mise en œuvre. Globalement, le logiciel métier SOLIS RSA ne permet pas de produire les données attendues concernant l'intensité de l'accompagnement.

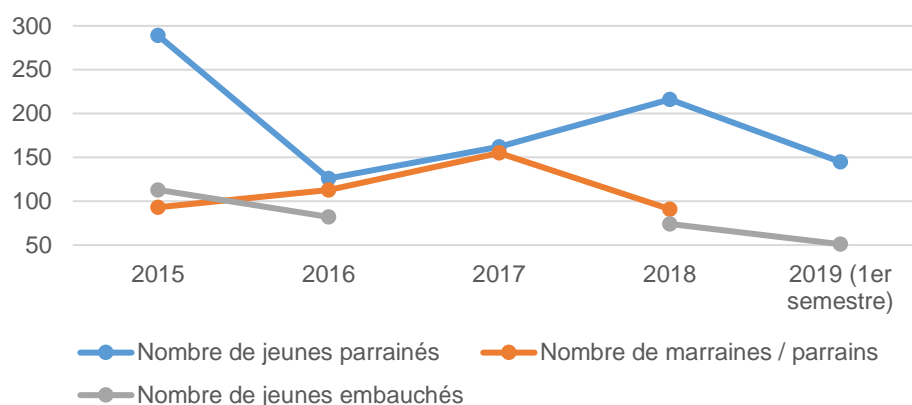
## Vision partagée

### ► Fiche 2-6 : Participer au plan national de développement du parrainage des jeunes

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Développer le réseau de parrains et marraines en Essonne</li> <li>▪ Prioriser les jeunes bénéficiaires du RSA en matière de parrainage</li> <li>▪ Orienter le plus rapidement possible les jeunes pouvant faire l'objet d'un parrainage lors de leur entrée dans le dispositif RSA</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réfléchir à une déclinaison départementale du partenariat existant entre l'association Nos Quartiers ont du Talent (NQT) et la DRJSCS</li> <li>▪ Mobiliser le parrainage en tant qu'outil d'accompagnement de jeunes bénéficiaires (préparation entretien, rédaction CV et lettres de motivation, connaissance du tissu entrepreneurial...)</li> <li>▪ Sensibiliser les professionnels de l'insertion à la mobilisation possible du parrainage</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : production d'une convention pluriannuelle avec l'association NQT</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : nombre de jeunes parrainés – taux d'accès à l'emploi – nombre de parrains / marraines</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Signature d'une convention triennale 2017-2019 avec l'association NQT, sur une durée moyenne d'accompagnement de 6 mois des jeunes (hors abandon) jusqu'à accession à un emploi à hauteur de leur qualification. Cette convention précise les nouveaux axes de développement du partenariat entre NQT et le Département : accompagner l'action des travailleurs sociaux via des réunions d'information collectives, mobiliser les cadres du Département pour devenir parrains ou marraines. La convention reprend aussi tous les engagements de NQT et du Département.</li> </ul>	

- Par ailleurs, un travail de sensibilisation des travailleurs sociaux à l'action de NQT a été réalisé pour favoriser les prescriptions vers cette action.
- Un nombre de jeunes parrainés en hausse constante depuis 2016 après une forte baisse entre 2015 et 2016. Comme le montrent les chiffres ci-dessous, la corrélation entre le nombre de jeunes parrainés et le nombre de jeunes embauchés se vérifie, mais le taux d'accès à l'emploi (ratio entre le nombre de jeunes embauchés et le nombre de jeunes parrainés) est fortement variable sur la période. Notons que le taux d'accès à l'emploi ne prend pas en compte les effets indirects en termes de soutien à l'employabilité des jeunes parrainés : apprentissages de savoir-être et de savoir-faire, acculturation à un monde professionnel, développement du réseau, etc.
- Le nombre de parrains/marraines a fortement diminué en 2018 ce qui remet en cause l'efficacité de cette action.

Evolution du nombre de jeunes parrainés, embauchés et du nombre de marraines / parrains



	2015	2016	2017	2018	2019 (S1)
Taux d'accès à l'emploi <sup>1</sup>	39%	65%	NR	34%	35%

1 : Le taux d'accès à l'emploi désigne ici le ratio entre le nombre de jeunes embauchés et le nombre de jeunes parrainés

#### Niveau de réalisation

- Les différents volets de cette action ont été réalisés mais le réseau de parrains / marraines n'est pas significativement plus développé




Objectif partiellement atteint

#### Perspectives

- Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Une action à poursuivre avec notamment l'enjeu de maintenir un nombre de parrains / marraines suffisant.
- Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Le besoin d'investiguer les fortes variations du nombre de jeunes parrainés et du taux d'accès à l'emploi des jeunes parrainés.

- Distinguer parmi les jeunes parrainés, ceux qui sont bénéficiaires du RSA considérant qu'il s'agit de les prioriser.

► **Fiche 2-7 : Lutter contre la fraude : informer et prévenir sur les risques d'indus en cas de défaut de déclaration ou d'omission volontaire**

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcer la connaissance des bénéficiaires et des professionnels sur les risques d'indus et leurs conséquences</li> <li>▪ Communiquer sur l'engagement du Département et de ses partenaires en matière de contrôle et de lutte contre la fraude</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Elaborer un support de communication recensant les cas d'indus les plus fréquents</li> <li>▪ Elaborer un support de communication rappelant la marche à suivre en cas de présomption de fraude et les modalités de repérage des situations présumées frauduleuses</li> <li>▪ Mettre en place des réunions multi-partenariales dédiées à la question de lutte contre la fraude</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : nombre de structures concernées par la campagne de sensibilisation – nombre de supports de communication développés – nombre de courriers envoyés</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : diminution du nombre d'indus résultant d'omission ou d'erreur de déclaration – évolution du nombre de dossiers frauduleux détectés (statistiques annuelles)</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Edition d'un support de communication à destination des bénéficiaires du RSA sur la Déclaration Trimestrielle de Ressources (DTR) et ses enjeux. Ce support didactique reprend les différents éléments relatifs à la DTR. Il précise la manière dont elle doit être remplie, les ressources à y déclarer, les changements qui ne doivent pas attendre la DTR pour être déclarés, les conséquences en cas d'oubli, de retard ou de fausse déclaration.</li> <li>▪ Au-delà des actions initialement prévues, un travail de contrôle des bénéficiaires du RSA depuis plus de 10 ans a été mené avec un service dédié.</li> <li>▪ Renforcement du partenariat avec les autres acteurs intervenant en matière de contrôle (CNAV et Banque de France).</li> <li>▪ Une communication en direction des travailleurs sociaux sur la marche à suivre en cas de présomption de fraude qui n'a pas été effective.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une action ayant été mise en œuvre partiellement</li> </ul>	 <b>Objectif partiellement atteint</b>
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b></li> </ul>	



- Des réunions multi-partenariales qui ne semblent pas avoir été systématisées et pourraient l'être pour renforcer la coopération en matière de lutte contre la fraude.
- Une communication vers les travailleurs sociaux à réaliser pour les sensibiliser aux enjeux liés à la fraude.
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Un suivi qui devra s'effectuer annuellement pour produire des données comparables étant donné que les données actuelles portent sur des périodes différentes
  - Au-delà, un suivi effectif et fin de l'activité de lutte contre la fraude.

## Pendant le RSA

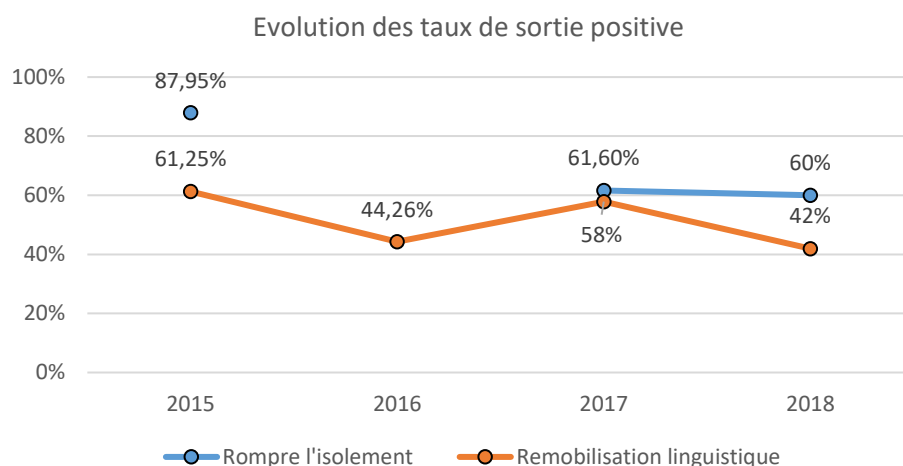
### Mobilisation des bénéficiaires

#### ► Fiche 3-1 : Remobiliser les bénéficiaires dans une logique de parcours d'accès à l'emploi

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Remobiliser les bénéficiaires du RSA ou publics en grandes difficultés d'insertion pour les ramener dans une dynamique d'insertion et les orienter dans des démarches pertinentes</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place de trois types de formations : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rompre l'isolement, favoriser l'insertion sociale (ateliers collectifs d'activités artistiques, sportives ou manuelles) ;</li> <li>▪ Accompagnement à la vie quotidienne (accompagnement individuel par un technicien d'intervention sociale et familiale) ;</li> <li>▪ Remobilisation linguistique (ateliers collectifs d'alphabétisation, de français langue étrangère, ou de lutte contre l'illettrisme).</li> </ul> </li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : nombre de bénéficiaires en formation – nombre de formations mises en place</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : taux de sortie des bénéficiaires ayant participé aux formations</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	

### Eléments de bilan

- Les trois types de formations ont été mis en place et répondent à des besoins identifiés, mais le nombre de formations mises en place n'est pas précisé dans l'outil de suivi du PDI/PTI.
- Un nombre de bénéficiaires des différents accompagnements qui a globalement diminué entre 2015 et 2018 (156 bénéficiaires en 2018, contre 266 en 2015), ce qui est lié à plusieurs facteurs :
  - Des contraintes calendaires liées aux transitions entre les marchés et appels d'offres pour le volet « remobilisation linguistique » (en 2018 notamment) ;
  - Des freins psychologiques à l'entrée qui peuvent être importants.
- Un accompagnement individuel « Accompagnement à la vie quotidienne » apparemment sous-utilisé selon les retours qualitatifs, malgré des actions de sensibilisation par la DDS en ce sens
- Des taux de sortie positive qui diminuent entre 2015 et 2018 (voir graphique ci-dessous), une évolution qui peut en partie s'expliquer par l'évolution du profil de bénéficiaire (resserrement des actions pour l'accompagnement de parcours plus complexes).



- Un nouveau volet de l'action mis en œuvre fin 2019 grâce aux crédits FAPI, à travers un réseau de bénévolat sur deux TAD, en lien avec des associations prestataires (accompagnement de proximité par les bénévoles des associations ; missions inclusives et valorisantes).

### Niveau de réalisation

- Action mise en œuvre et qui a permis de développer de nouveaux projets mais un nombre de bénéficiaires et des taux de sortie en diminution entre 2015 et 2018



Objectif partiellement atteint


### Perspectives

- Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Au global, une action à réinterroger au vu de la diminution du nombre de bénéficiaires et du taux de sortie, dans ses modalités de mise en œuvre et de prescription
  - Des interrogations spécifiques autour de la poursuite du volet « Accompagnement à la vie quotidienne » mené par des TISF (bilan réalisé au 1er trimestre 2020)
  - Une volonté de développer encore davantage le réseau de bénévolat mis en œuvre en 2019
- Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**

- Des formations / ateliers collectifs à quantifier chaque année (nombre, récurrence), ainsi que leurs opérateurs
- Des indicateurs à créer autour du suivi spécifique de l'accompagnement individuel (« accompagnement à la vie quotidienne » par des techniciens d'intervention sociale et familiale) : nombre d'heures d'intervention TISF par exemple
- Des types de sortie à éventuellement codifier et clarifier : s'agit-il de la fin d'un cycle de formation, d'un débouché vers une autre formation ou vers une opportunité professionnelle ?

## Accompagnement adapté

### ► Fiche 3-2 : Déployer des solutions adaptées aux problématiques de mobilité

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectif</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Faciliter l'accès à la mobilité pour les bénéficiaires du RSA ou les jeunes en insertion</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'une plateforme mobilité grâce un financement FSE</li> <li>Déploiement de formations au permis de conduire</li> <li>Mise en œuvre d'aides individuelles pour financer le permis de conduire</li> <li>Accès à la location et/ou à l'achat de véhicules à travers le déploiement d'un garage solidaire</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : nombre de bénéficiaires orientés – taux de réussite au permis</li> <li><b>Résultat</b> : nombre de sorties du RSA</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une offre de service en matière de mobilité diversifiée portée par Essonne Mobilités depuis début 2017, notamment à travers la création d'une plateforme départementale dédiée (<a href="https://essonnemobilites.fr/">https://essonnemobilites.fr/</a>) et la mise en place de formations au code de la route, avec 22 lieux de permanence mis en place sur le département</li> <li>Plusieurs aides individuelles mises en place : <ul style="list-style-type: none"> <li>Diagnostic mobilité,</li> <li>Informations mobilité,</li> <li>Solutions matérielles,</li> <li>Aide au permis.</li> </ul> </li> <li>Une augmentation du nombre de jeunes bénéficiaires des différentes aides entre 2017 et 2019 (425 bénéficiaires en 2017 et 329 au 1<sup>er</sup> semestre 2019). Une stabilité du nombre de bRSA bénéficiaires des différentes aides entre 2017 et 2019 (270 bénéficiaires en 2017 et 123 au 1<sup>er</sup> semestre 2019).</li> <li>Un accès à la location et/ou à l'achat de véhicules à tarification sociale en 2018 grâce à la mise en place de l'ACI « Garage solidaire ».</li> <li>Néanmoins, des difficultés de mobilité toujours plus prononcées dans les zones rurales du Département, soulignées par les entretiens menés et un taux de réussite au permis de 32% pour les bénéficiaires des aides au permis, inférieur à la moyenne départementale (53%).</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un bon niveau de réalisation de l'action malgré des difficultés toujours prégnantes en matière de mobilité</li> </ul>	 Objectif atteint

- Perspectives
- **Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Poursuite des actions, qui répondent à des besoins identifiés sur le territoire
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Des indicateurs de résultat ne permettant pas de juger de l'effet direct de l'action : de nouveaux indicateurs à envisager sur l'effet des actions en matière de mobilité sur le parcours des bRSA et des jeunes en insertion, en lien notamment avec le suivi de cohorte préconisé par la Chambre régionale des comptes
  - Une action à articuler avec l'accompagnement du public jeunes et la mobilisation du FDAJ (1.2)

► **Fiche 3-3 : Développer les modes d'accueil atypiques et adaptés aux besoins des publics en insertion**

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Promouvoir le développement d'une offre d'accueil du jeune enfant (accueil individuel et collectif) adaptée aux spécificités des publics dans un parcours d'insertion socioprofessionnelle (et plus particulièrement sur le Sud Essonne)</li> <li>▪ Favoriser l'accompagnement à la professionnalisation des assistantes maternelles</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le développement du dispositif « modes d'accueil atypiques » sur le territoire</li> <li>▪ L'amélioration du taux d'occupation des EAJE</li> <li>▪ L'incitation des EAJE à réserver des places d'insertion destinées à ces publics</li> <li>▪ Le développement de l'accueil en horaire atypiques</li> <li>▪ L'incitation au développement de structures d'accueil spécifiques</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : nombre de places EAJE au sein de territoires prioritaires – taux d'occupation des structures EAJE – nombre d'assistantes maternelles sur le territoire en activité ou inactivité – nombre d'assistantes maternelles inscrites dans le dispositif modes d'accueil atypique</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : taux d'occupation des structures / assistantes maternelles</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Déploiement du dispositif « la Balle au Bond » (porté par la Maison de l'emploi du Sénart) sur l'ensemble du département afin d'accompagner individuellement les demandeurs d'emploi dans la recherche d'un mode de garde adapté pour leur enfant de moins de 6 ans – à travers notamment le financement du Fonds social européen (FSE)</li> <li>▪ Une réflexion partenariale autour du projet de création d'une crèche associative à vocation d'insertion professionnelle (AVIP) : un travail amorcé de consolidation de données par le Département et la Caf suite à une étude de faisabilité</li> <li>▪ Le dispositif « modes d'accueil atypique » présent sur 3 territoires (Grigny, Corbeil et Evry) mais pas développé ailleurs (ou bien absence de données). Ce dispositif permet un accueil</li> </ul>	

personnalisé des enfants, adapté à l'activité professionnelle des parents. L'accueil est collectif ou individuel chez des assistantes maternelles volontaires et accompagnées pour cet accueil

- Une diminution du nombre total de places en EAJE au sein des territoires prioritaires entre 2015 (6 380) et 2018 (5 605), mais une augmentation du nombre de places dédiées aux familles en situation d'insertion dans l'ensemble des EAJE (de 1 110 en 2015 à 1 455 en 2018), lié notamment à un travail avec les différents modes d'accueil pour s'adapter aux situations spécifiques.
- Une absence d'informations concernant un certain nombre d'indicateurs provenant de la Caf et de la PMI, ce qui interroge sur le lien partenarial entre la Caf et le Département (nb de demandes de places et de places inoccupées en EAJE, nb d'assistantes maternelles inscrites dans le dispositif modes d'accueil atypiques et nb de places d'accueil dans ce cadre).

#### Niveau de réalisation

- Des actions prévues à l'origine peu mise en place ou bien difficiles à évaluer du fait d'un manque de données, mais des nouveaux projets non prévus qui ont été déployés ou sont en cours de réflexion (Balle au Bond, crèche AVIP notamment)

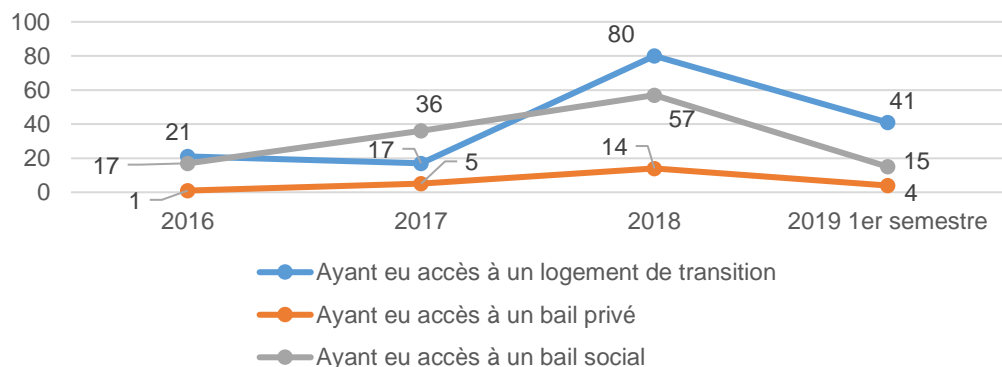


Objectif partiellement atteint

#### Perspectives

- **Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Augmentation du nombre de familles accompagnées par le dispositif « la Balle au Bond »
  - Déploiement de la crèche associative à vocation d'insertion professionnelle (AVIP)
  - Mise en œuvre par la Caf de deux expérimentations sur le territoire : dispositif dédié de labellisation AVIP d'une assistante maternelle agréée et d'accueil d'urgence par un service d'aide à domicile (réponse sous 24h), en lien avec Pôle Emploi et le SAAD
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Des indicateurs à mettre en lien avec les caractéristiques sociodémographiques du territoire afin d'identifier la couverture des besoins (nb d'enfants de moins de 3 ans, nb de bRSA ayant des enfants de moins de 3 ans...)
  - Un travail partenarial avec la Caf et la PMI à consolider afin de faciliter le suivi de cette action, en distinguant par exemple les bRSA parmi les assistantes maternelles

### ► Fiche 3-4 : Participer au développement de l'accès au logement tout public

Rappel du contenu de l'action																					
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Favoriser l'accès à un logement autonome temporaire ou pérenne pour les jeunes de 18 à 25 ans avec un faible revenu et les bRSA de moins de 30 ans</li></ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"><li>La création de « logements jeunes », de logements sociaux adaptés et de FJT</li><li>La participation au comité de pilotage du CLLAJ et à la mise en place du PDALHPD</li></ul>																				
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"><li><b>Réalisation</b> : participation effective au comité de pilotage du CLLAJ – pourcentage de financement du CLLAJ</li><li><b>Résultat</b> : nombre de bénéficiaires ayant accès à un logement pérenne</li></ul>																					
Bilan de la mise en œuvre et perspectives																					
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Un accès à des logements de transition, au bail privé et au bail social à travers le CLLAJ sur l'ensemble du territoire (avec une attention particulière sur les jeunes en alternance et/ou issus du Sud-Essonne), cofinancés effectivement par le Département, et le FAPI depuis 2018, ce qui a permis de tripler le budget total dédié (de 35 000 € en 2016 à 115 000 € en 2019).</li><li>Une participation effective du Département au comité de pilotage du CLLAJ, un bon repérage du dispositif et une bonne communication (journées d'information, portes ouvertes).</li><li>Une très forte augmentation du nombre de personnes entrées dans le dispositif CLLAJ (de 40 en 2016 à 596 en 2019 au premier semestre), ainsi que de ceux ayant eu accès à un logement de transition.</li><li>Néanmoins un accès plus difficile au logement pérenne : un faible nombre de bénéficiaires ayant eu accès à un bail privé, et en diminution ; de même pour le nombre de bénéficiaires ayant eu accès à un bail social.</li></ul>																					
<p>Evolution du nombre de bénéficiaires...</p>  <table><thead><tr><th>Année</th><th>Ayant eu accès à un logement de transition</th><th>Ayant eu accès à un bail privé</th><th>Ayant eu accès à un bail social</th></tr></thead><tbody><tr><td>2016</td><td>21</td><td>1</td><td>17</td></tr><tr><td>2017</td><td>17</td><td>5</td><td>36</td></tr><tr><td>2018</td><td>80</td><td>14</td><td>57</td></tr><tr><td>2019 1er semestre</td><td>41</td><td>4</td><td>15</td></tr></tbody></table>		Année	Ayant eu accès à un logement de transition	Ayant eu accès à un bail privé	Ayant eu accès à un bail social	2016	21	1	17	2017	17	5	36	2018	80	14	57	2019 1er semestre	41	4	15
Année	Ayant eu accès à un logement de transition	Ayant eu accès à un bail privé	Ayant eu accès à un bail social																		
2016	21	1	17																		
2017	17	5	36																		
2018	80	14	57																		
2019 1er semestre	41	4	15																		
<ul style="list-style-type: none"><li>Des enjeux d'accès au logement toujours importants pour les publics les plus désocialisés et plus âgés, comme souligné par les entretiens ; pour ces publics, un déficit d'offre constaté (sur le territoire de Sainte-Geneviève).</li></ul>																					

- 42 places en foyers jeunes travailleurs (FJT) ont été créées en 2017 et 130 doivent être créées en 2020.
- Plusieurs rencontres partenariales internes et externes sont mises en place en matière de logement, notamment dans le cadre du PDALHPD : le comité responsable du PDALHPD, le comité technique du PDALHPD, la commission de coordination des actions de prévention des expulsions (CCAPEX), une réunion d'information sur la prévention des expulsions locatives à destination des travailleurs sociaux sur 6 TAD, le comité de pilotage et le comité technique du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI), le comité technique PDLHI spécifique à Grigny 2, le comité de pilotage sur la Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) PLAI « associatif », les groupes de travail sur le guide de l'hébergement-logement, sur les résidences sociales et sur l'Accord Collectif Départemental.

#### Niveau de réalisation

- Un bon niveau de réalisation de l'action mais des enjeux d'accès au logement toujours importants notamment pour l'accès à un logement pérenne (bail privé ou social)



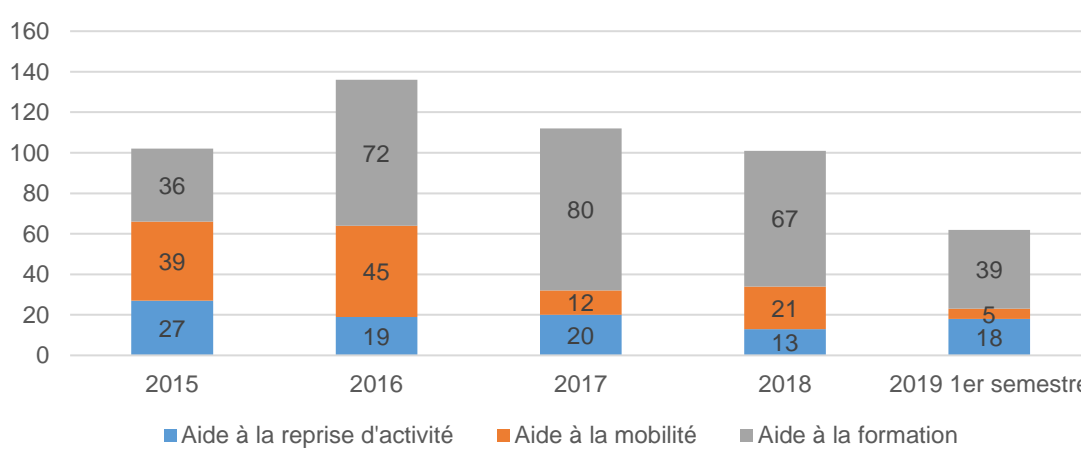
Objectif partiellement atteint

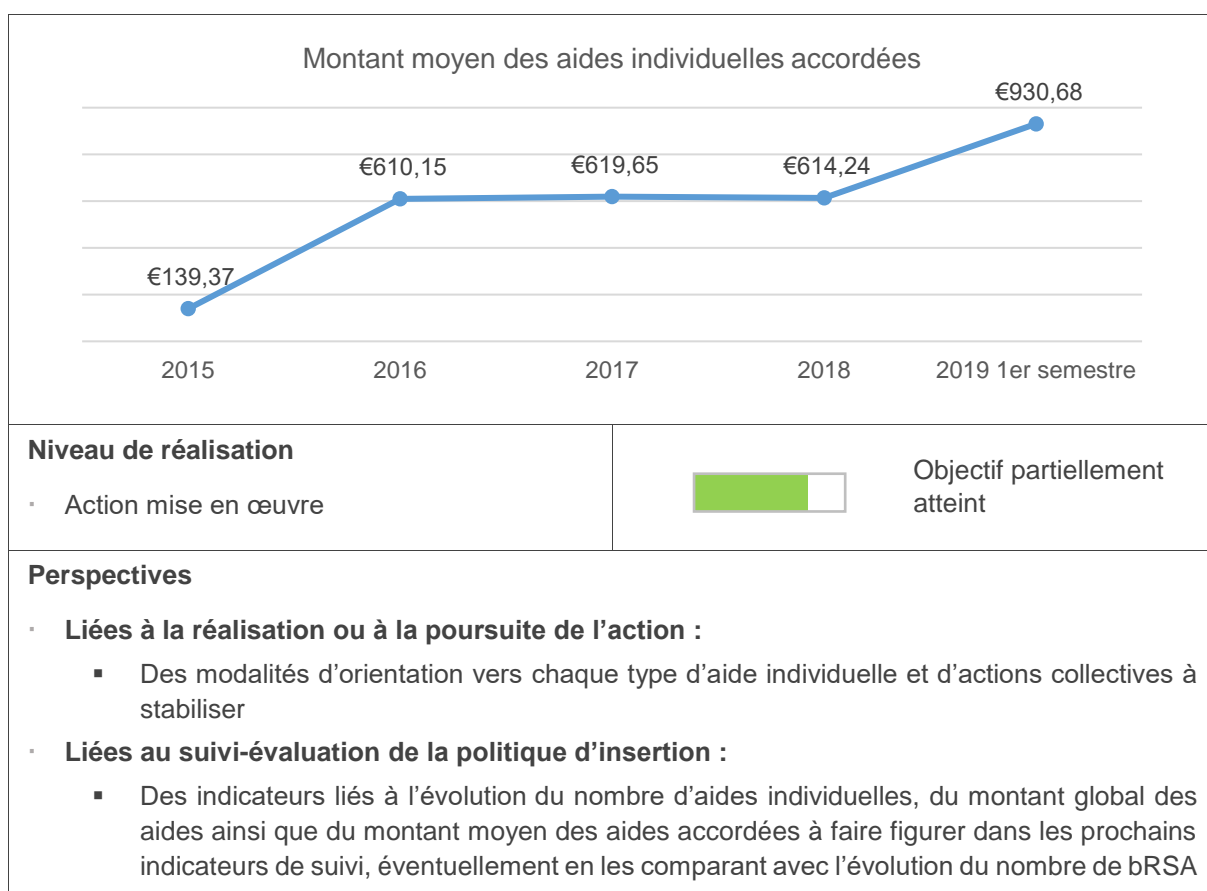
#### Perspectives

- **Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Une action à poursuivre et des efforts à concentrer notamment sur l'accès au logement pérenne (bail social et privé), en lien avec le déploiement du plan quinquennal pour le Logement d'Abord et le PDALHPD – avec un enjeu de complémentarité entre les documents
  - Une offre à développer en matière d'accès au logement en direction des publics moins jeunes également
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Des indicateurs concernant la création de foyers de jeunes travailleurs (nb de jeunes accueillis notamment) ainsi que concernant le suivi des rencontres partenariales (nb de rencontres, fréquences) non prévus dans l'outil de suivi du PDI/PTI



### ► Fiche 3-5 : Faire des aides à projet un levier de retour à l'emploi

Rappel du contenu de l'action																									
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Simplifier l'accès aux droits, à l'information et aux démarches administratives de tous : usagers, partenaires, professionnels et services institutionnels</li></ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ L'élaboration d'un document unique (règlement intérieur) recensant toutes les aides individuelles et collectives et leurs conditions d'attribution dans le cadre d'un retour à l'emploi.</li></ul>																								
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ <b>Réalisation</b> : production du règlement intérieur annexé au PDI et au RDAS</li><li>▪ <b>Résultat</b> : présentation en Assemblée Départementale ou en Commission Permanente</li></ul>																									
Bilan de la mise en œuvre et perspectives																									
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Un règlement intérieur élaboré en janvier 2017, et qui a pu être présenté en Assemblée départementale le 3 juillet 2017, avec des nouveaux critères d'attribution et une identification de trois types d'aides individuelles : aide à la reprise d'activité, aide à la mobilité, aide à la formation. Le règlement intérieur précise en outre les conditions d'attribution d'une aide aux projets professionnels, la nature et les plafonds de ces aides ainsi que les processus de décisions.</li><li>▪ Une fluctuation de la répartition des différentes aides selon les années : ainsi en 2018 le public en accompagnement social était moins orienté vers des aides à la reprise d'activité, mais les orientations ont repris en 2019, notamment dans le cadre de la mise en place d'actions collectives portées par les TAD ainsi que de sessions d'accompagnement intensives de retour à l'emploi.</li></ul>																									
<p style="text-align: center;">Nombre d'aides octroyées par type d'aide et par année</p>  <table><tr><th>Année</th><th>Aide à la reprise d'activité</th><th>Aide à la mobilité</th><th>Aide à la formation</th></tr><tr><td>2015</td><td>27</td><td>39</td><td>36</td></tr><tr><td>2016</td><td>19</td><td>45</td><td>72</td></tr><tr><td>2017</td><td>20</td><td>12</td><td>80</td></tr><tr><td>2018</td><td>13</td><td>21</td><td>67</td></tr><tr><td>2019 1er semestre</td><td>18</td><td>5</td><td>39</td></tr></table>		Année	Aide à la reprise d'activité	Aide à la mobilité	Aide à la formation	2015	27	39	36	2016	19	45	72	2017	20	12	80	2018	13	21	67	2019 1er semestre	18	5	39
Année	Aide à la reprise d'activité	Aide à la mobilité	Aide à la formation																						
2015	27	39	36																						
2016	19	45	72																						
2017	20	12	80																						
2018	13	21	67																						
2019 1er semestre	18	5	39																						
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Au global une augmentation du montant moyen des aides accordées du fait d'une augmentation du volume financier global et d'une baisse du nombre d'aides accordées.</li></ul>																									



► **Fiche 3-6 : Construire une offre santé au plus près des usagers sur le territoire**

Rappel du contenu de l'action	
<p><b>Objectifs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser l'insertion des personnes confrontées à des problématiques de santé ne leur permettant pas d'accéder à court terme à un parcours professionnel</li> </ul>	<p><b>Modalités de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un renforcement des orientations des usagers concernés vers les Centres Départementaux de Prévention et de Santé (consultations infirmières de prévention de l'Essonne - CIPE)</li> <li>Le développement de liens avec les différents acteurs santé notamment avec la création d'un annuaire</li> <li>La mise en œuvre d'actions retenues dans le cadre d'un appel à projets sur des actions de remobilisation des bRSA ayant des problématiques psychologiques</li> <li>Un développement de l'accès aux soins à travers la mise en place d'un bus santé</li> </ul>
<p><b>Critères d'évaluation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : nombre de consultations CIPE – nombre d'orientations vers les actions psychologiques – création d'un annuaire – création d'un bus santé</li> <li><b>Résultat</b> : nombre de bénéficiaires du RSA ayant pris en compte leur problématique santé</li> </ul>	

### Bilan de la mise en œuvre et perspectives

#### Eléments de bilan

- Des consultations CIPE initiales et de suivi ayant diminué sur la période, notamment du fait du départ de 2 infirmières (Juvisy et Evry) – des données 2019 à consolider. Le Département constate par ailleurs de faibles orientations vers les CIPE de la part des MDS, malgré les actions de promotion de ce dispositif.
- Deux projets prévus initialement finalement abandonnés (projets de création d'un annuaire et de déploiement d'un bus santé) du fait d'enjeux organisationnels et matériels au profit d'un nouveau projet afin de mieux toucher le Sud Essonne (dont le déploiement n'était pas encore validé fin 2018). Le Plan ruralité a permis cependant d'engager des actions sur le volet de la Santé et on peut noter un investissement renforcé sur le secteur Sud s'agissant du volet protection infantile.
- Une stagnation du nombre d'orientations vers des psychologues (environ 200 par an) et une absence d'éléments concernant l'appel à projets sur des actions de remobilisation des bRSA ayant des problématiques psychologiques, tandis que les entretiens ont pu souligner un manque en matière de prise en charge individuelle psychologique voire psychiatrique (des délais d'attente très longs en CMP), notamment en cas de déni de la personne accompagnée.
- Des difficultés toujours importantes soulignées par les entretiens en matière d'objectivation du niveau d'employabilité des personnes ayant des problématiques de santé ou de handicap (notamment lorsque la reconnaissance administrative du handicap n'a pas encore eu lieu) et ainsi de projection à court ou moyen terme dans un parcours d'insertion.

#### Niveau de réalisation

- Action réalisée très partiellement (diminution des consultations CIPE, abandon des projets d'annuaire et de bus santé) malgré des besoins clairement identifiés




Objectif non atteint

#### Perspectives

- **Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Un souhait émis par la Direction Insertion de mettre en place un travail afin de pouvoir davantage objectiver les freins à l'emploi des personnes ayant des problématiques de santé ou de handicap
  - Un travail pourra être engagé pour sensibiliser davantage et mieux les MDS aux enjeux et possibilités d'orientation vers les CIPE
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Un enjeu de consolidation des données 2018 et 2019 qui met en évidence une articulation à renforcer entre les CDPS et la Direction Insertion
  - Des indicateurs à ajouter afin de suivre la prise en compte des problématiques de santé mentale

► **Fiche 3-7 : Accompagner l'élaboration et la réalisation du projet socio professionnel du bénéficiaire dans une logique de parcours de formation / qualification**

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner les bénéficiaires du RSA de bas niveau de qualification (niveau V et infra) dans leur démarche d'insertion socio-professionnelle de manière adaptée à leurs freins spécifiques</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place de modules de formations spécifiques territorialisés qui prendraient en compte à la fois les besoins des entreprises et des collectivités locales et la réalité des bénéficiaires du RSA</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : nombre de bénéficiaires de l'action</li> <li><b>Résultat</b> : taux de sorties positives – nombre de CDI – nombre de CDD</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action s'étant concrétisée en deux volets : <ul style="list-style-type: none"> <li>Des préparations opérationnelles à l'emploi collectives (POEC, formations de demandeurs d'emploi pour répondre à des besoins en emplois non pourvus sur un secteur ou un territoire), portées par l'ARIES, conventionné avec le Département</li> <li>Des formations d'accès à la qualification et à l'emploi (remobilisation et formation linguistique à visée professionnelle), portées par des structures ayant répondu à des marchés publics (ARIES, ESPEREM, Horizons)</li> </ul> </li> <li>Une action correspondant à des besoins identifiés par les partenaires en matière d'insertion professionnelle, sociale, ou linguistique, mais qui souffre d'un manque d'orientation par les référents, lié potentiellement à un manque de lisibilité de cette action : par exemple en 2018, 17 bRSA seulement ont été orientés vers les POEC pour 12 places disponibles.</li> <li>Une action ayant pris du retard sur certains territoires, avec un déploiement de certaines POEC au 4<sup>ème</sup> semestre de 2019 seulement : 3 dans les services à la personne, 1 dans la formation des ambulanciers, 1 dans la formation des préparateurs de commande, 1 dans la formation des employés de commerce.</li> <li>Un taux de sortie positive des POEC (bénéficiaires de l'action sortant en emploi CDI, en emploi CDD &lt;6 mois, en formation) de 47% en 2016, 67% en 2017 et 25% en 2018.</li> <li>En moyenne sur la période, un taux de sortie positive des formations d'accès à la qualification et à l'emploi de 33,5%, avec une augmentation à un taux de 36% en fin d'opération (2018).</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action correspondant à des besoins identifiés par des partenaires qui pourra être davantage déployée dans la période à venir</li> </ul>	 <p>Objectif partiellement atteint</p>
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b></li> </ul>	

- Un travail de maillage partenarial et/ou d'amélioration de la lisibilité des actions menées à approfondir afin d'augmenter les orientations vers ces actions
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Un suivi plus fin de la mise en œuvre des POEC à effectuer
    - Des indicateurs à homogénéiser entre les différents types de formation et les opérateurs
    - Un taux de sorties positives à calculer systématiquement et à interroger

## Offre d'insertion

### ► Fiche 3-8 : Etre au plus près des entreprises essonniennes

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcer les liens entre SIAE, acteurs de l'insertion et entreprises ordinaires de façon à développer les embauches dans les entreprises</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création d'un groupe de travail sur la mise en place d'un réseau d'action local</li> <li>▪ Organisation d'événements favorisant la mise en réseau (speed-datings, mini-conférences...)</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : nombre de rencontres SIAE / entreprises réalisées par an – nombre de speed-datings organisés sur les différents territoires</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : taux de parcours d'insertion en lien avec des entreprises</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des rencontres et speed-datings ayant eu lieu, notamment lors des forums Emploi (en 2019 selon les entretiens menés, mais pas de données chiffrées) dans lesquels les entreprises sont davantage présentes qu'auparavant, mais un enjeu toujours prégnant au niveau de la compréhension mutuelle des intérêts et contraintes des SIAE et des entreprises ordinaires.</li> <li>▪ Des échanges entre SIAE et entreprises (accompagnement financier, périodes de mise en situation en milieu professionnel, rencontres, etc.) mis en place de manière individuelle et sans pour l'instant de coordination par Act'Essonne, même s'ils ont été favorisés par l'organisation des forums Emploi (cf. action 1.5).</li> <li>▪ Le recrutement au sein du Département de 2 chargés d'accompagnement vers l'emploi (siège) et de 16 chargés d'insertion emploi (territoires) pour recenser les besoins en recrutement des employeurs essonniens, créer des liens entre le social et l'emploi et lever les représentations des employeurs, des publics en insertion et des référents de parcours.</li> <li>▪ Une capitalisation des offres d'emploi en SIAE publiée sur le site Act'Essonne depuis 2018 (cf. action 3.14).</li> </ul>	

- La mise en place d'un groupe de travail (*task force*) piloté par Pôle Emploi auquel participent le Département et les acteurs des secteurs emploi et insertion afin de suivre et favoriser les recrutements en entreprise : en 2019, 533 CDI pour Amazon dont 14% BRSA sur 742 recrutements, 13 CDI pour LIDL, 27 entrées en formation pour TRANSDEV, en cours pour ELIS (NB : ce dispositif ne concerne pas spécifiquement les personnes sortant de SIAE).

#### Niveau de réalisation

- Un bon niveau de réalisation de l'action, des partenariats qui seront à davantage formaliser à travers l'intervention de Act'Essonne ou bien du Département




Objectif atteint


#### Perspectives

- Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Une poursuite des sessions de recrutement mises en place avec Amazon, LIDL, ELIS et Transdev ; de nouvelles sessions de recrutement prévues avec les ambulances 91 et e-CASINO
  - Une coordination par Act'Essonne et/ou par le Département des échanges SIAE/entreprises ordinaires à développer dans les prochaines années
  - Un accompagnement auprès des SIAE pouvant être renforcé afin de favoriser la compréhension des intérêts et contraintes des entreprises ordinaires
- Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Un travail de remontée de données avec les SIAE à développer afin d'identifier le nombre de rencontres ayant pu avoir lieu avec les entreprises

► **Fiche 3-9 : Proposer un accompagnement intensif à l'emploi aux nouveaux entrants dans le dispositif RSA**


Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser une sortie rapide du RSA par une action intensive dédiée aux nouveaux entrants dans le dispositif</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de modules collectifs et individuels financés au travers d'un appel à projet FSE</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : taux de sortie vers l'emploi ou la formation</li> <li><b>Résultat</b> : taux de sortie du dispositif RSA</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'un accompagnement spécifique de remobilisation des bRSA de moins de 36 ans vers l'emploi en 2016, déployé depuis 2019 par l'association Horizons (accompagnement collectif et individuel sur 6 mois organisé dans les MDS ou dans des structures partenaires).</li> <li>En 2019, une meilleure pertinence des orientations des bénéficiaires constatée, qui facilite l'adhésion des participants dès la phase d'information collective et l'enclenchement du suivi individuel de 6 mois.</li> <li>Une augmentation du taux de sortie vers l'emploi ou la formation entre 2017 (51%) et 2018 (62%), les données concernant 2019 n'étant pas consolidées.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Action mise en œuvre.</li> </ul>	 Objectif atteint
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite de la convention en cours avec l'association Horizons, avec un objectif de doublement du nombre de sessions par rapport à 2019 et d'un taux de sortie positive de 49% vers l'emploi et la formation.</li> </ul> </li> <li><b>Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un suivi de l'action à mettre en lien avec le nombre de nouveaux entrants dans le dispositif RSA.</li> </ul> </li> </ul>	

► **Fiche 3-10 : Soutenir et accompagner les créateurs d'entreprise bénéficiaires du RSA**


Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner les bRSA engagés dans leur démarche de création d'activité économique</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un coaching individuel et collectif comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>Une phase de diagnostic destinée à vérifier la viabilité ou non de leur projet de création d'activité</li> <li>Une phase d'accompagnement mettant en œuvre tous les dispositifs nécessaires afin de passer de l'idée à l'acte de création d'activité</li> </ul> </li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : satisfaire aux objectifs de vérification de la faisabilité et de la viabilité du projet de création d'entreprise à travers un accompagnement de réalisation et un suivi post-crétion.</li> <li><b>Résultat</b> : nombre de personnes accueillies dans le dispositif – nombre de personnes ayant réussi à créer leur activité – nombre de personnes ayant bénéficié d'un micro-crédit – nombre de personnes ayant bénéficié d'une garantie pour accéder au crédit bancaire – nombre de personnes dont le projet de création d'activité n'a pas abouti et les orientations qui leur ont été proposées.</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet a été mis en œuvre, notamment au travers de conventionnements avec l'ADIE et avec Essonne Active pour accompagner respectivement dans le projet d'entreprise et vers l'accès au micro-crédit.</li> <li>Une augmentation globale du nombre de personnes ayant bénéficié d'un micro-crédit (48 en 2016 contre 56 en 2018) et du nombre de personnes ayant réussi à créer leur activité (42 en 2016 contre 59 en 2018). Une augmentation également du nombre de bénéficiaires du dispositif (88 en 2016 contre 133 en 2018). France Active a permis l'accompagnement de 243 entrepreneurs bénéficiaires du RSA via le projet Insertion Eco 91 en 2018.</li> <li>Malgré ces chiffres, les résultats témoignent d'un retard par rapport aux objectifs initiaux en matière d'accompagnement des créateurs d'entreprises.</li> <li>Par ailleurs, les usagers dont le projet n'a pas abouti ne bénéficient pas d'accompagnement particulier et reprennent leur recherche d'emploi</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action mise en œuvre mais des objectifs quantitatifs partiellement atteints.</li> </ul>	 Objectif atteint
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite et développement de l'action</li> </ul> </li> </ul>	




► **Fiche 3-11 : Favoriser l'insertion des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA par un accompagnement dédié et adapté**

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Permettre aux bénéficiaires du RSA travailleurs indépendants de conforter ou non leur activité entrepreneuriale</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rénover l'offre de service portée par Pôle Emploi à travers un appel à projet FSE</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : nombre de TI confortés dans leur projet de création d'activité – nombre de TI réorientés vers un emploi salarié</li> <li><b>Résultat</b> : nombre de TI sortis du dispositif RSA</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action portée par l'association Essonne Active (financement FAPI/FSE), mise en œuvre avec un léger retard (2017) pour des raisons organisationnelles.</li> <li>Une augmentation du nombre de bénéficiaires orientés par les territoires et par Pôle Emploi (de 303 en 2017 à 332 pour le seul premier semestre 2019), ainsi que du nombre de travailleurs non-salariés confortés dans leur activité entrepreneuriale (192 en 2017 et 310 en 2018).</li> <li>8 travailleurs non-salariés sortis du dispositif RSA en 2017 et en 2018.</li> <li>Un nombre peu important de travailleurs indépendants réorientés vers un emploi salarié (0 en 2017 et 5 en 2018).</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action bien mise en œuvre malgré un retard de déploiement</li> </ul>	 <b>Objectif partiellement atteint</b>
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite et développement de l'action, avec un point de vigilance toutefois sur l'accompagnement des travailleurs indépendants devant cesser leur activité et se réorienter vers un emploi salarié</li> </ul> </li> <li><b>Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un suivi de l'action à poursuivre</li> </ul> </li> </ul>	

► **Fiche 3-12 : Contribuer à la création d'une plateforme SAP ouvrant sur une offre de service globale et départementale**


Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fédérer et coordonner, au niveau départemental, les actions du secteur Services à la Personne (SAP)</li> <li>Informer sur la situation et les évolutions du marché de l'emploi de ce secteur et évaluer ses besoins en formation et en recrutement</li> <li>Recenser et réguler l'offre et la demande</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de réunions collectives d'information et de formations (pré qualifiantes, qualifiantes et diplômantes) sur ce secteur en direction des bénéficiaires du RSA de bas niveau de qualification</li> <li>Mise en place de réunions de sensibilisation des travailleurs sociaux aux réalités des activités du secteur</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : nombre de sessions d'information réalisées – nombre d'entretiens individuels réalisés</li> <li><b>Résultat</b> : plateforme SAP opérationnelle</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un retard de mise en œuvre (2019) dû à la réalisation préalable d'une étude de faisabilité de l'action et de problèmes rencontrés avec le prestataire retenu à l'origine</li> <li>Plateforme portée par la MDE Sénart, dédiée à la promotion des métiers des services à la personne auprès des bRSA et à l'accompagnement des structures essonniennes de ce secteur (SAAD notamment) en matière de formation et d'emploi des personnels qualifiés</li> <li>Du fait de ce retard de mise en œuvre, une quasi-absence de sessions d'informations réalisées (1 en 2019) et un petit nombre d'entretiens individuels réalisés (15 en 2019)</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action mise en œuvre mais avec du retard et dans un format différent de celui initialement prévu</li> </ul>	 <b>Objectif partiellement atteint</b>
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite et développement de l'action</li> </ul> </li> <li><b>Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un suivi de l'action à poursuivre et une évaluation de la couverture des besoins en emploi dans le secteur SAP à conduire</li> </ul> </li> </ul>	

► **Fiche 3-13 : Promouvoir les clauses sociales dans les marchés publics du Département**

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Permettre aux bénéficiaires du RSA d'accéder à l'emploi afin de les intégrer durablement dans le monde économique à travers la promotion des clauses sociales d'insertion dans les marchés publics du Département</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation et accompagnement des collectivités et du Département autour de l'inscription de clauses sociales dans les appels d'offres publics</li> <li>Accompagnement des entreprises attributaires des marchés pour le recrutement des publics éligibles aux clauses d'insertion</li> <li>Mise en place d'outils partagés pour mieux articuler les marchés clausés et mutualiser l'offre d'emploi générée par les clauses d'insertion</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : nombre de bénéficiaires de l'action – nombre d'heures et de postes en équivalent temps plein générés par les marchés clausés</li> <li><b>Résultat</b> : nombre de marchés publics départementaux intégrant une clause sociale d'insertion</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une convention élaborée en 2019 entre le Département et les PLIE du territoire portant sur l'accompagnement opérationnel de la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion inscrites dans les marchés du Département à travers des facilitateurs au sein de chaque PLIE.</li> <li>Un investissement de chaque PLIE dans cette démarche jugé inégal selon Act'Essonne.</li> <li>Néanmoins une augmentation importante du nombre de personnes ayant bénéficié d'une clause sociale sur la période : 22 en 2016 contre 208 en 2018 (dont 35 bRSA). Des marges de progression sont identifiées concernant le nombre et la part relative de bRSA bénéficiaires des clauses sociales.</li> <li>Le nombre de marché notifiés avec une disposition sociale est en hausse en 2018 : 45 marchés en 2018 contre 32 en 2017.</li> <li>Un travail d'accompagnement a également été réalisé auprès du service des achats du Département pour ouvrir les marchés aux SIAE sans passer par la clause sociale.</li> <li>Une absence de données concernant les autres indicateurs.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action réalisée partiellement, avec des difficultés de suivi liées au manque de données</li> </ul>	 <b>Objectif partiellement atteint</b>
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite de l'action – un volume de marchés clausés à développer encore davantage selon Act'Essonne</li> </ul> </li> </ul>	

- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Une comptabilisation des bRSA ayant bénéficié d'une clause d'insertion à systématiser, un recensement des marchés publics intégrant une clause sociale d'insertion à poursuivre


► **Fiche 3-14 et 3-14 bis : Favoriser l'accès à l'emploi pour les salariés en IAE et en contrat aidé**

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Permettre la pérennisation et le développement d'emplois</li> <li>▪ Améliorer les relations entre les SIAE et les entreprises</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place d'une gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC) de l'insertion par l'activité économique</li> <li>▪ Développement des temps d'échange entre SIAE, entreprises et acteurs de l'insertion via le réseau Act'Essonne</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : création d'outils GPEC – temps d'échanges SIAE/entreprises</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : taux de sorties du RSA – taux de sorties dynamiques – nombre de marchés accessibles au SIAE – nombre de formations réalisées</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Éléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des temps d'échange organisés autour de l'IAE et rassemblant SIAE, entreprises et acteurs de l'insertion : forums Insertion organisés par les TAD, matinale de l'IAE, etc.</li> <li>▪ Une meilleure visibilité des offres d'emploi en IAE via la plateforme Act'Essonne et les newsletters mensuelles, ainsi qu'à travers la création de la plateforme Inclusiv'Essonne, regroupant les PLIE essonnien.</li> <li>▪ Un outil GPEC en cours de création, avec la création d'une CVthèque.</li> <li>▪ Une augmentation du taux de sorties dynamiques pour les salariés en IAE, qui atteint 60% en 2018 – des indicateurs à consolider toutefois.</li> <li>▪ Une collaboration fructueuse initiée avec les OPCA et le Conseil régional d'Ile-de-France sur l'accès à la formation, bien que cela ne corresponde pas au périmètre initial de l'action.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une action partiellement mise en œuvre, à poursuivre</li> </ul>	 <b>Objectif partiellement atteint</b>
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Poursuite de l'action</li> <li>▪ Une évaluation qualitative de l'action des SIAE prévue par le Département afin d'optimiser le dispositif, en lien avec Act'Essonne</li> </ul> </li> <li>▪ <b>Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :</b></li> </ul>	

- Des indicateurs autour des taux de sortie dynamiques et du taux de sortie du RSA à consolider


## Vision partagée

### ► Fiche 3-15 : Elaborer un guide de l'accompagnement des parcours à l'attention des professionnels

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Clarifier pour les professionnels les contenus des différents types d'accompagnements ainsi que les outils ou partenaires mobilisables</li> <li>Mieux adapter l'accompagnement aux besoins des bRSA</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'un groupe de travail pluridisciplinaire autour du guide</li> <li>Elaboration d'un référentiel précisant la place occupée par le bénéficiaire dans son accompagnement, le rôle de son référent, etc., éléments qui seront formalisés dans le cadre d'un CER renouvelé</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : élaboration formelle du guide d'accompagnement</li> <li><b>Résultat</b> : meilleur accompagnement attesté par l'augmentation du taux de contractualisation par des enquêtes annuelles auprès d'un échantillon de bénéficiaires et de professionnels</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>En 2018, le guide de l'évolution des métiers de l'insertion en Essonne (cf. fiches-action 1.4 et 2.5) a été élaboré à destination des référents, de manière à améliorer leur accompagnement. Il rappelle le rôle du référent unique de parcours et les compétences à développer pour favoriser le retour à l'emploi des personnes.</li> <li>Une augmentation continue du taux de contractualisation constatée sur la période (71% en 2015 contre 78% en 2019).</li> <li>Néanmoins un lien de causalité entre la réalisation de ce guide et l'augmentation du taux de contractualisation qui reste à analyser.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Action mise en œuvre.</li> </ul>	 Objectif atteint
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre l'appropriation du guide par les travailleurs sociaux</li> <li>Envisager d'éventuels ajustements pour adapter le guide aux évolutions liées au déploiement de la Stratégie Pauvreté (référent unique notamment)</li> </ul> </li> </ul>	

- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Déployer les enquêtes annuelles auprès d'échantillons de bénéficiaires et de professionnels prévues dans la fiche-action afin de confirmer ou d'infirmer l'effectivité d'un meilleur accompagnement par les professionnels

► **Fiche 3-16 : Développer un outil unique de suivi de parcours pour le référent RSA**

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Gagner en efficience en interne et avec les partenaires externes</li> <li>▪ Faciliter le pilotage de la politique d'insertion</li> <li>▪ Développer l'accès au Dossier Unique des Demandeurs d'emploi</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Evolution du logiciel métier SOLIS (achat de modules complémentaires) et formations afin de le rendre accessible à l'ensemble des intervenants internes et externes</li> <li>▪ Dématérialisation des outils (CER, Point Etape Accompagnement, courriers)</li> <li>▪ Mise à jour quotidienne des données via les flux CAF</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : déploiement du logiciel sur tout le territoire essonnien</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : utilisation du logiciel métier SOLIS par l'ensemble des professionnels internes et externes (CCAS, Pôle emploi...)</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des référents de parcours équipés, habilités et formés au logiciel métier SOLIS sur l'ensemble du territoire essonnien depuis mars 2019, notamment afin de saisir les données concernant le CER – au total 235 professionnels formés. Un travail est en cours pour permettre l'ouverture de SOLIS aux délégataires de l'accompagnement et aux prestataires.</li> <li>▪ Un déploiement en cours du module SOLIS « action sociale territoriale » (AST), afin de recenser les actes professionnels des travailleurs sociaux, incluant le suivi des rendez-vous réalisés dans le cadre de l'accompagnement lié au RSA.</li> <li>▪ Des fonctionnalités offertes par le logiciel métier SOLIS qui ne permettent pas d'extraire des données de suivi mobilisables pour le pilotage de la politique de l'insertion à l'échelle des TAD ou du Département.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Action mise en œuvre partiellement et tardivement</li> </ul>	 <b>Objectif partiellement atteint</b>
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un déploiement du module SOLIS AST qui permettra aux travailleurs sociaux d'intégrer des données concernant l'accompagnement des allocataires du RSA</li> </ul> </li> </ul>	


- Le suivi de la prescription de l'offre d'insertion (sous SOLIS RSA) à compter du mois d'octobre 2020
- L'habilitation des organismes délégataires pour l'accompagnement des bRSA à l'utilisation du logiciel métier SOLIS en cours d'examen (horizon 2021) ; à plus long terme, la perspective d'ouvrir certaines fonctionnalités de SOLIS aux structures porteuses d'actions d'insertion, subventionnées dans le cadre du PDI/PTI, pour permettre une traçabilité des parcours et des échanges d'information entre le référent RSA et les prestataires d'offre d'insertion
- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Des outils statistiques à mobiliser pour approfondir la connaissance de la population des allocataires du RSA et améliorer le pilotage de la politique d'insertion, comme préconisé par la Chambre régionale des Comptes
  - Des développements complémentaires à envisager pour le suivi des parcours individuels et l'évaluation de l'offre d'insertion, au regard des limites du logiciel métier SOLIS en la matière

### ► Fiche 3-17 : Mettre en œuvre les modalités de lutte contre la fraude

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Gagner en efficacité en matière de lutte contre la fraude</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en œuvre du Plan Annuel de Lutte Contre la Fraude à travers : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La création d'un service de contrôle des données dédié à l'analyse de données issues du datamining</li> <li>▪ La participation systématique du Département aux temps d'échange avec les partenaires au sujet de la fraude (Comité départemental anti-fraude)</li> <li>▪ Le renforcement de sanctions (amendes administratives)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Réalisation</b> : nombre de dossiers frauduleux détectés</li> <li>▪ <b>Résultat</b> : nombre d'amendes appliquées</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création en 2017 d'un service dédié à la lutte contre la fraude au sein du Département et renforcement de l'activité de contrôle en 2019 grâce au recrutement de 3 agents contrôleurs supplémentaires.</li> <li>▪ Une amélioration de l'efficacité des contrôles grâce à la mise en place de processus de datamining (étude de faisabilité en cours) et par l'accès aux données CNAV et Banque de France.</li> <li>▪ Des outils mis en place en lien avec la Paierie départementale afin d'améliorer les taux de recouvrement des amendes administratives, qui n'ont pourtant pas permis d'augmenter ce taux qui est passé de 34% en 2017 à 17% en 2018.</li> <li>▪ De la même manière, un nombre de dossiers frauduleux détectés en diminution de -36% entre 2016 et 2018 et un nombre d'amendes appliquées en diminution de -60% sur la même période.</li> </ul>	

	2015	2016	2017	2018	2019 (1 <sup>er</sup> semestre)	
<b>Nombre de dossiers frauduleux détectés</b>	480	533	396	341	N.A.	La
<b>Nombre d'amendes appliquées</b>	N.A.	530	249	213	137	

participation du Département au Comité départemental anti-fraude n'est plus systématique depuis la mi 2019 pour cause d'effectifs insuffisants.

<b>Niveau de réalisation</b> Une action encore partiellement réalisée	 Objectif partiellement atteint
--	---

**Perspectives**

- Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :**
  - Mise en place effective du processus de datamining, sous réserve des résultats de l'étude de faisabilité en cours et des enjeux d'articulation avec la Caf
- Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Une fiche action à mutualiser avec les autres actions concernant la lutte contre la fraude, présentes au sein du PDI/PTI



## Après le RSA


### Mobilisation des bénéficiaires

#### ► Fiche 4-1 : Evaluer les actions de l'offre d'insertion par les professionnels et les bénéficiaires

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Harmoniser les modalités d'évaluation des actions d'insertion</li> <li>Associer les professionnels et les bénéficiaires à l'évaluation des actions d'insertion</li> <li>Prendre en compte les résultats des évaluations pour optimiser l'offre d'insertion</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Définir des outils communs d'évaluation à inscrire dans les conventions partenariales (questionnaires de satisfaction des bénéficiaires)</li> <li>Définir des questionnaires d'évaluation de l'action à destination des professionnels</li> <li>Diffuser largement les résultats de ces évaluations (site internet...)</li> <li>Se focaliser sur un panel de bénéficiaires et d'actions pour pouvoir évaluer certaines actions</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : élaboration des différents contenus – mise en œuvre</li> <li><b>Résultat</b> : nombre d'organismes réalisant les évaluations</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action qui n'a pas été portée au cours de ce PDI.</li> <li>Un manque d'outils de suivi du PDI qui a été pointé dans le rapport 2019 de la Cour Régionale des Comptes (CRC).</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action qui n'a pas été réalisée</li> </ul>	<input type="checkbox"/> Objectif non atteint
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action à mettre en place, pour objectiver les résultats et améliorer le pilotage de la politique d'insertion.</li> </ul> </li> <li><b>Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>Des modalités d'évaluation à affiner pour permettre une mise en œuvre effective lors du prochain PDI/PTI.</li> </ul> </li> </ul>	

## Offre d'insertion


### ► Fiche 4-2 : Prévenir les risques de décrochage emploi

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectif</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sécuriser le maintien dans l'emploi et soutenir les bénéficiaires sortis du dispositif RSA après avoir obtenu un emploi</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Etablir des CER pour une période de 6 mois après la réinsertion professionnelle des bénéficiaires</li> <li>Mettre en place des visites dans l'entreprise selon un calendrier préalablement défini</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : adaptation du CER – nombres de procédures réalisées – plan de formation</li> <li><b>Résultat</b> : nombre de CER de 6 mois dans l'emploi – nombre de maintiens</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action qui a reposé sur la mise en place du « pack sortie »<sup>2</sup>, qui demeure un dispositif sous-mobilisé : au vu du budget déployé, les résultats sont pour l'instant relativement mitigés avec seulement une vingtaine de bénéficiaires ayant été accompagnés dans le cadre du « pack sortie » en 2018 et 2019 avec un budget de près de 200 000 € par an</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action réalisée mais avec un nombre de bénéficiaires limité au vu du budget consacré</li> </ul>	 <p>Objectif partiellement atteint</p>
<b>Perspectives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Liées à la réalisation ou à la poursuite de l'action :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action à poursuivre et à amplifier.</li> </ul> </li> <li><b>Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un suivi du taux de maintien dans l'emploi des bénéficiaires du « pack sortie » permettrait d'en évaluer l'efficacité.</li> </ul> </li> </ul>	

<sup>2</sup> Le « pack sortie » est destiné à compléter le dispositif départemental pour éviter les effets de seuil entre le RSA et l'accès à l'emploi liés à l'interruption de certains droits connexes au versement du RSA. Il implique la signature d'un CER d'une durée maximale de 6 mois et prévoit l'attribution d'aides départementales en amont de la reprise d'activité et la sécurisation du parcours après la reprise d'activité pendant 6 mois après intervention du référent chargé de l'accompagnement du bénéficiaire.

## Vision partagée

### ► Fiche 4-3 : Mieux exploiter les outils d'analyse en matière de contrôle en partenariat avec la CAF

Rappel du contenu de l'action	
<b>Objectifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Coordonner le pilotage des risques et de la prévention des indus par le biais d'une optimisation des fonctions de contrôle, une sécurisation des données de gestion des droits et la définition de cibles partagées de contrôle annuel</li> <li>Suivre le plan de contrôle de la CAF et optimiser les modalités de prévention des indus et de rappel du droit sur cette base</li> <li>Augmenter le taux de recouvrement des indus</li> </ul>	<b>Modalités de mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Informar les bénéficiaires sur leurs droits et leurs obligations de déclaration</li> <li>Mettre en place des outils d'analyse communs</li> <li>Permettre l'accès à CAFPRO des agents de la Paierie départementale chargés du recouvrement des indus</li> <li>Analyser chaque année le plan de contrôle de la CAF et le bilan des contrôles de l'année précédente</li> <li>Etablir des fiches techniques pour les professionnels sur les causes de trop perçu et élaborer des outils d'aide au recouvrement des indus avec la Paierie départementale et la CAF</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Réalisation</b> : nombre d'outils d'analyses réalisés</li> <li><b>Résultat</b> : diminution du nombre d'erreurs à l'ouverture des droits – augmentation du taux départemental de recouvrement</li> </ul>	
Bilan de la mise en œuvre et perspectives	
<b>Eléments de bilan</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Multiplication par trois entre 2015 et 2017 de l'activité d'examen des dossiers grâce à une forte mobilisation des services territorialisés, des CCAS et de la cellule de référencement.</li> <li>En dépit de la mise en place d'outils avec la Paierie Départementale pour améliorer le taux de recouvrement des amendes administratives ou du traitement des remises de dettes, un taux départemental de recouvrement des indus en baisse entre 2015 et 2018 (années pour lesquelles les données sont complètes).</li> <li>Délégation du traitement des remises de dettes à la CAF à partir de 2018.</li> <li>Un espace ressource relatif notamment aux indus a été mis à la disposition des agents du Département comprenant notamment un logiciel comptable (Hélios) mis à la disposition des agents de la DIE pour mesurer le taux de recouvrement des indus en 2019.</li> </ul>	
<b>Niveau de réalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une action ayant été en grande partie réalisée si ce n'est l'analyse du plan de contrôle de la CAF qui, a minima, n'a pas été valorisée dans l'outil de suivi du PDI/PTI</li> </ul>	 <p>Objectif partiellement atteint</p>

### Perspectives

- **Liées au suivi-évaluation de la politique d'insertion :**
  - Un nombre d'indicateurs qui peut être réduit pour se concentrer sur les indicateurs les plus pertinents pour suivre la politique de contrôle menée en partenariat avec la CAF.